Changer de paradigme

Sujet: **Philosophie et politique appliquées**

Auteur: Pascal K.

Mail: projetunion2015@gmail.com

Table des matières

1. Introduction……..... 4

1.1 Objectifs de l'essai..... 4

1.2 Son organisation..... 4

2. État des lieux……..... 5

2.1 Principaux problèmes 5

2.2 Origines des problèmes..... 7

2.3 Comment reconstruire?..... 9

3. Organisation de la société..... 11

4. Usage méthodique de la raison..... 13

5. Une philosophie pragmatique.....……..……..... 15

5.1 Des principes universels..... 15

5.2 L'avis des philosophes..... 17

5.3 Le risque lié aux certitudes..... 17

5.4 Mais pourquoi définir ces principes philosophiques?..... 18

5.5 Des règles individuelles..... 19

5.6 Dieu et les religions..... 22

5.7 Les implications sur la vie en société..... 23

5.8 La philosophie et l'identité Française..... 25

5.9 Un soupçon de pessimisme… ou d'optimisme……. 26

6. Repenser la politique.....……..... 27

6.1 Introduction..... 27

6.2 Faire la révolution ne marchera pas ……..... 27

6.3 Une méthode..... 28

6.4 Des outils..... 29

6.5 Définition des objectifs..... 29

6.6 Quels principes vont guider l'écriture de nos lois?..... 30

6.7 Proposition d'un programme d'union nationale..... 30

7. Un programme d'union nationale.....……..... 32

7.1 Introduction..... 32

7.2 Cinq mesures phare..... 35

7.3 Dix mesures indispensables..... 36

7.4 Plusieurs mesures complémentaires..... 37

8. Quelques pistes pour une nouvelle constitution.....……..... 41

9. Quelques pistes pour un nouveau système judiciaire.....……..... 44

Annexe..... 46

(1) **Justifications de la TVA et proposition de calcul**

(2) **Remarques sur le revenu universel**

(3) **Remarques sur l'impôt des ménages**

(4) **Une nouvelle allocation chômage**

(5) **Protection contre l'exil fiscal**

(6) **Répartition du temps de travail**

(7) **Fiscalité des entreprises**

(8) **Coût du revenu universel**

(9) **Problématique de la transition**

(10) **Éléments détaillés du budget**

(11) **Quels sont au final les apports de l'ensemble du projet ?**

1. Introduction

1.1 Objectif de l'essai

D'après Wikipedia, "Un paradigme est une représentation du monde, une manière de voir les choses, un modèle cohérent de vision du monde qui repose sur une base définie ([comme un] courant de pensée)." ou encore "Le paradigme est l'ensemble de croyances et d'accords partagés par les [...] philosophes, qui guident les recherches, identifient les problèmes et indiquent ce qui est acceptable en tant que résultat.".

Contrairement à certains essais, celui-ci ne se veut ni partisan, ni polémique. Ce texte a pour objectif de proposer un nouveau paradigme qui puisse apporter à tous une base commune pour que notre société puisse se développer harmonieusement :

- malgré la paresse intellectuelle des citoyens,
- malgré les différences entre les gens,
- malgré l'égoïsme des lobbys de toutes sortes,
- malgré l'idéologie, la lâcheté, l'arrivisme ou la soumission des politiciens,
- malgré les délires idéologiques, religieux ou philosophiques de certains.

L'objectif est de proposer un nouveau modèle de société prenant en compte les principaux aspects de l'économie, du politique, de la morale et du religieux.

Alors bien-sûr, cet objectif peut paraître autant ambitieux que prétentieux, au point que plus personne ne semble rechercher sur cette voie d'une solution transverse à tous les problèmes de notre société. Je préfère me reconnaître dans la citation de Mark Twain : "They didn't know it was impossible so they did it." (Ils ne savaient pas que c'était impossible alors ils l'ont fait.).

1.2 Son organisation

Dans une partie introductive, nous allons faire un rapide survol des principaux problèmes qui se posent actuellement à notre société. Sous cette forme ou sous une forme légèrement différente, ces problèmes se sont en fait posés tout au long de l'histoire de l'humanité.

Pour permettre de nous mettre sur le chemin de solutions, la cause racine de ces problèmes sera mise en évidence.

Nous verrons dans une seconde partie comment notre société s'organise : cette analyse permet de comprendre comment on peut avoir une action transverse sur toutes les strates de la société.

Dans la troisième partie, nous rappellerons que, pour tout ce qui est important, et même pour le reste, il existe une méthode qui nous permet de faire les meilleurs choix. Ou les moins mauvais.

Après l'état des lieux et la base méthodologique, le propos de ce document est de proposer une philosophie construite autour de 2 principes qui peuvent réellement changer le monde. L'objectif

est que ces principes puissent faire l'objet d'un consensus auprès de tous les citoyens. Pour atteindre ce but, ces principes doivent apparaître universels et incontestables.
A partir de ces 2 principes et à l'aide d'une approche méthodique, chacun devrait pouvoir se construire sa propre morale, ses propres convictions spirituelles, économiques ou politiques. La méthode suppose bien sûr de laisser au vestiaire ses préjugés, ses certitudes, ses idéologies et son propre intérêt égoïste. Elle suppose aussi la bonne foi. Tout ne peut pas être facile...
Dans la suite du texte, je proposerai malgré tout une morale dont les règles découlent directement de l'application des 2 principes de base ainsi que quelques applications sur des sujets actuels. Mais contrairement à l'image que l'on se fait de la morale, l'idée n'est pas de mettre en place des règles frustrantes ou arbitraires pour répondre aux bien-pensants. Il s'agit uniquement de proposer quelques éléments permettant d'agir conformément à des principes faisant consensus.
Dans la dernière partie, je déploierai l'ensemble de ces éléments pour les appliquer à la définition d'une nouvelle politique que l'on pourrait qualifier "d'union nationale" par le fait qu'elle ne serait qu'un des possibles reflets des principes universels définis précédemment.
Des idées seront aussi avancées pour rénover la justice et la démocratie afin de donner un cadre neuf à l'application de la politique proposée. Pour lutter contre ceux qui voudront détourner le système de ses objectifs initiaux, il faudra une démocratie réelle et être fort sur la défense des principes.

2. État des lieux

2.1 Principaux problèmes

Si on fait un bilan du monde actuel, on peut identifier au moins trois grands problèmes.

La religion

Le premier et le plus actuel concerne les dérives intégristes des religions. Outre le fait qu'elles soient très présentes dans l'actualité, elles ont des effets dévastateurs sur les équilibres au sein des sociétés. Ces "fous de Dieu", tout à leurs certitudes, oublient les notions de tolérance, de liberté ou de respect des individus souvent présentes dans leurs écrits. Ils oublient surtout que le monde ne leur appartient pas, que les religions sont uniquement des sectes qui ont réussis, que les religions sont faillibles car elles sont des créations humaines.
Quelque soit la religion, son objectif consiste le plus souvent à plaquer sa conception de la vie sur l'ensemble de la société. Le problème est que les dérives concernent aussi les religions apaisées qui veulent imposer elles aussi leur modèle de société en limitant les libertés individuelles en fonction de leurs propres critères qui n'ont rien d'universels.

L'ultra-libéralisme

Le second problème est le résultat du capitalisme dans le monde sur les 50 dernières années.
D'un côté, dans le tiers-monde, la misère et la pauvreté atteignent des niveaux terrifiants, même si l'extreme pauvreté a une tendance statistique à diminuer. Ces pays sous-développés sont encore maintenant exploités par les grandes sociétés capitalistes pour leur main d'œuvre bon marché et leurs matières premières.
Puis nous avons le 1/4 monde, les pauvres des pays riches : à force d'exploiter les pays pauvres, nos propres travailleurs sans formation ont été finalement mis en concurrence avec ces peuples, et, de plus en plus, se retrouvent soit au chômage, soit travailleurs pauvres pour rester compétitifs par rapport aux travailleurs du 1/3 monde.
Avec l'excuse de cette nouvelle population, le "système" en profite pour faire accepter des conditions de vie toujours plus dégradées à ceux qui ont encore de l'activité. Il ne faut pas se leurrer, très peu de catégories professionnelles sont épargnées. Autrement dit, ceux qui profitent réellement du système sont de moins en moins nombreux et en profitent de plus en plus. Apparement, les inégalités seraient revenues au niveau de ce qu'elles était avant la guerre de 14/18. Alors oui, la pauvreté est peut-être statistiquement moindre sur la planète, mais les inégalités se creusent dans tous les pays et, de plus en plus, on maintient calme les "pauvres" par la force ou par la peur, et de moins en moins par l'espoir d'une vie meilleure...
Le capitalisme libéral fait croire qu'il voudrait redistribuer les revenus uniquement par le travail, mais, grâce ou à cause de l'automatisation et de la robotisation, il va y en avoir de moins en moins ces 20 prochaines années. Mais aucun plan B n'est prévu... A part compter sur une croissance magique qui ne dégraderait pas notre planète... Tout comme la religion, le capitalisme est prêt à tout sacrifier sur la base de croyances...

le productivisme

L'autre grand problème posé par notre système capitaliste est que, pour survivre, il a besoin de croissance. Hors, factuellement, la croissance est la résultante d'une consommation toujours plus grande de biens de consommation fabriqués à partir de ressources non renouvelables de notre planète. Autrement dit, on détruit notre planète de plus en plus vite : les sources d'énergie fossiles, les matières premières, les forêts, les mers et océans, la vie animale, etc...
Pour couronner le tout, non seulement nous pillons la planète de ses ressources, mais la croissance nous fait aussi abîmer, voire détruire, ce qui nous permet de vivre (atmosphère, biodiversité, océans, ...).

Malgré les pertes de repères spirituels et l'échec du communisme, la religion et le modèle capitaliste sont souvent remis en question dans notre société. Tout au moins pour ce qui

concerne leurs dérives. C'est d'autant plus flagrant pour la partie productiviste du capitalisme attaquées quasi quotidiennement pour son impact sur la planète.
Maintenant, il faut aller au-delà des constats. La religion et le capitalisme actuel ne sont pas des fatalités.

2.2 Origines des problèmes

L'homme, ...

L'origine de tous les problèmes actuels de notre planète, de son éco-système, et de ses habitants (animaux compris) est sans conteste l'homme.
Intelligent et créatif, il utilise ses capacité majoritairement dans son propre intérêt au détriment de tout le reste. Nous pourrions nous satisfaire de cette situation puisque nous pouvons aussi en profiter (merci l'idéologie libérale), mais cette situation est intenable à cause de trois grands problèmes répandue à tous les niveaux de la société :

- Une vision court-termiste et limitée qui ne pense ou ne se soucie jamais des conséquences. Cette attitude est d'autant plus criante chez ceux qui ont le pouvoir et en veulent toujours plus.
- L'effet grossissant de la mondialisation : une idéologie nihiliste se répandra encore plus vite et touchera plus de gens, les profiteurs du système ont un impact sur tous les continents, les ravages de l'écologie n'épargnent personne.
- Le pouvoir, comme nous sommes des gens civilisés, passe maintenant par l'argent et l'idéologie libérale dominante permet tout. La justice ne suffit plus à imposer le minimum de décence car l'appât du gain peut le plus souvent se cacher derrière le système qui ne tue plus les gens sur les champs de bataille mais les a à l'usure, en les exploitant, en les empoisonnant, en les fragilisant, en les précarisant, ...

Alors bien sûr, l'homme fait aussi pleins de belles choses, mais il suffit de se retourner sur le passé et de suivre les actualités pour se rendre compte qu'il est incapable de ne pas se comporter comme un parasite pour la planète et ses habitants. L'homme a gagné en puissance de nuisance grâce aux progrès technologiques, mais son cerveau n'a pas suivi et ne lui permet pas d'avoir un comportement plus responsable vis à vis de l'impact de ses actes sur ses contemporains, sur son environnement ou sur les générations futures.

... sa recherche de la facilité, ...

Les citoyens manifestent régulièrement leur volonté de voir la société changer. Ils agissent parfois à leur niveau par grandeur d'âme ou pour se donner bonne conscience, mais le vrai changement au niveau politique n'arrive que très rarement d'une manière décisive dans le sens du progrès. À notre époque, on essai de nous faire croire que le progrès, pour répondre aux problèmes de notre société, ce serait de travailler plus, d'être plus flexible, plus précaire. Par facilité, les citoyens n'acceptent que les changements simples, aisément compréhensibles. Et surtout, la plupart du

temps, ils ne veulent pas que les changements impactent leur propre mode de vie : le changement, pourquoi pas, mais pour les autres.

Ces réactions sont aisément explicables. Pour le cerveau, appréhender mentalement quelque chose dans son intégralité est impossible. Comme le fonctionnement du cerveau est de minimiser l'effort, la plupart des gens ne captent pas les nuances, car ils préfèrent céder à la facilité.

Dans ce contexte, les constats simplistes et/ou idéologiques prédominent pour notre plus grand malheur :

- Les conclusions simplistes sont de bonnes excuses pour éviter toute réflexion un peu poussée. L'homme a besoin de schémas et en sortir demande un réel effort que peu de gens sont prêts à faire, d'autant plus que cela peut aboutir à une remise en question de leurs convictions ou de leurs privilèges...
- Les conclusions idéologiques empêchent le plus souvent tout dialogue constructif. Les gens les considèrent comme des vérités qui, une fois acquises, deviennent des références faciles qui court-circuitent toute réflexions et font perdre de vue les principes de base de tout un chacun.

Cette recherche de la facilité, cette paresse intellectuelle favorisent la propagation d'une "pensée unique" au détriment de réflexions profondes sur de vrais solutions alternatives qui n'atteignent que rarement le grand public.

... la faillite de la politique, ...

La politique devrait nous permettre de corriger les défauts humains, mais la classe politique tant décriées bénéficient contre toute logique d'une persévérance dans le vote des citoyens. Ils sont "tous pourris", mais cela ne nous empêche pas de continuer à voter toujours pour les mêmes sur des critères clientélistes, marketing ou de soi-disant charisme. Le fait qu'une personnalité politique cumulent des défauts qui devraient être rédhibitoires importe peu... Les votes purement idéologiques alliés à une tolérance à la médiocrité et à la malhonnêteté permettent que rien ne change. Le seul changement que la majorité semble pouvoir envisager, c'est la plongée dans l'excès de caricatures et d'idéologies proposée par les extrémistes de tout poil qui font rarement appel à l'intelligence de leurs électeurs...

Actuellement, un homme honnête avec un vrai discours intelligent et novateur ne pourrait pas être élu pour changer les choses. La pensée unique se charge de lui régler son sort et de rappeler qu'il n'y a qu'une seule solution aux problèmes actuels : aller dans le sens qui favorise ceux qui ont déjà le pouvoir. Le problème, c'est que les discours intelligents qui démontent le système sont épuisants, ils sont plein de nuances compliquées qui heurtent les préjugés. Mais surtout, ils heurtent les lobbys qui font tout pour les décrédibiliser... Toute idée nouvelle est souvent qualifiée d'utopie ou d'extrémisme pour couper court au débat. Aucune personne ayant

du pouvoir ne s'avisera de débattre publiquement et sérieusement sur de nouvelles idées. Trop dangereux...
Les politiques n'ont plus le pouvoir et s'inclinent devant le vrai pouvoir, celui de l'argent qui impose un système qui favorise la concentration des richesses. Les plus faibles sont alors écrasés par le rouleau compresseur économique.

... une démocratie en panne.

La conséquence de tout ce qui précède est que les piliers censés redresser notre société sont eux même fragilisés par les comportements humains.
Il y a bien sûr la justice, sujet sur lequel nous reviendrons.
Mais surtout, la démocratie, qui semble le meilleur système pour garantir un développement harmonieux, a montré ses limites, tout comme les religions et le capitalisme.
Les démocraties sont faibles car le pouvoir n'appartient plus réellement au peuple. Ce n'est plus qu'une illusion. Le pouvoir est délégué aux politiques qui eux-même sont soumis aux lobbys. L'exemple européen est particulièrement frappant.
La léthargie des citoyens provoque la dérive de la démocratie qui ne fonctionne plus correctement, mais cela permet aussi à ceux qui ont réellement le pouvoir de le conserver. Les politiques, dans leur grande majorité, ne cherche pas à reconstruire une réelle démocratie. Elle leur ferait perdre leurs privilèges, ce n'est pas leur intérêt...

Dans notre société règne la loi du plus fort. Le plus fort à juste changé de nature. Maintenant, c'est celui qui a le pouvoir de l'argent et la main-mise sur la chose politique.
De mon point de vue, ce qui permet à ce type de société de perdurer est l'absence de références communes pour tous les citoyens et une inculture favorisant la propagation d'idées simplistes. Livrés à eux-mêmes ou à ceux qui peuvent les manipuler, les citoyens n'ont pas de limites et la société est à leur image...

2.3 Comment reconstruire?

En fait, les solutions sont simples à énoncer, mais faire accepter toutes leurs implications est trop dérangeant pour certains et trop complexe pour une grande majorité.
La solution tient en trois points :

- Un usage méthodique de la raison,
- La recherche, l'acceptation et la prise en compte d'une base philosophique pouvant faire consensus et permettre un meilleur fonctionnement de la société,

- La définition méthodique de politiques d'union nationale où les divergences sont tranchées par des choix réellement démocratiques qui respectent les principes de référence.

Mais avant même de buter sur la complexité du déploiement, le vrai problème sera de faire accepter ces solutions à certaines classes de la population.

On doit par exemple poser les bases philosophiques sans l'aval des philosophes qui sont incapables de se mettre d'accord sur quoi que ce soit. Si un philosophe émet une idée, aussi simple soit elle, il y en aura toujours un autre pour redéfinir une partie du vocabulaire et proposer des concepts qui invalident tout ce qui a pu être dit. Les philosophes sont de très bons conseillers, mais il ne faut surtout pas leur demander de se mettre d'accord entre eux pour prendre une décision applicable dans le monde réel. D'ailleurs, qu'est-ce que le monde réel?!?

On doit aussi construire une politique sans les politiciens qui ont soit une vision à court-terme guidée par des intérêts carriéristes ou de lobbys, soit une vision prédéterminée par leur idéologie dont ils ne peuvent s'affranchir.

Pour finir, on doit réguler l'économie sans les économistes car, là aussi, quand on ne les soupçonne pas d'être acquis à la cause d'une minorité dominante, ils sont le plus souvent incapables de se mettre d'accord, ou considèrent qu'il n'y a pas le choix, ou sont enfermés dans leur idéologie. Le manque d'imagination et d'ambition fait des ravages... Et ils appellent cela une science alors que c'est au final le chaos qui prédomine...

Mais il ne faut pas croire que faire avec les citoyens simplement est une solution : ils sont aussi égoïstes, idéologues et fermés que les castes précédentes. Poser des questions simplistes à des problèmes complexes à des gens qui ne comprennent pas tout et votent dans leur propre intérêt ne pourra jamais être une solution. Un long travail d’éducation sera d’abord nécessaire.

Bien-sûr, pour appliquer un changement de paradigme, la phase d'explication sera longue car il faudra passer par dessus les privilégiés et les conservateurs qui ne veulent pas du changement, et par dessus ceux qui accorderont toujours priorité à la facilité ou à leur idéologie pour se trouver des excuses pour ne pas envisager une autre voie.

Il faudra aussi lutter contre les conservatismes et le besoin des gens d'évoluer dans un certain confort. Mener une réflexion poussée pourrait mener à remettre en question certains principes sans fondement, certains acquis absurdes, certains pouvoirs usurpés, certaines convictions stupides. Mais surtout, les réponses obtenues pourraient ne pas être simples et même remettre en cause notre propre personne...

Mais avant de présenter la construction d'un nouveau modèle de société, il est bon de regarder comment notre société est organisée et les interactions entre les différents acteurs.

3. Organisation de notre société

L'organisation présentée ici est plus que largement détaillée dans l'ouvrage "Le capitalisme est il moral?" de Comte Sponville. Il s'agit bien sûr ici de mon interprétation, notamment pour ce qui peut toucher aux conclusions que j'en tire.

Notre société peut se représenter par la coexistence d'au moins 3 ordres avec chacun leur propre logique de fonctionnement.

- L'ordre technico-scientifique : il comprend les sphères scientifiques, économiques, et industrielles. Intrinsèquement, il est sans limite. "Tout le possible sera fait, toujours." (Loi de Gabor). La science a donné la bombé atomique, l'industrie a détruit nombre d'écosystèmes, l'économie ne se gêne pas pour laisser une partie de l'humanité dans la misère.
- L'ordre juridico-politique, le seul capable de mettre des limites au premier ordre. Mais dans cet ordre (démocratique), le peuple est souverain. Il peut lui aussi décider par exemple d'institutionnaliser l'Allemagne nazi ou la France Vichyste (thème du salaud légaliste). Tout comme il peut laisser perdurer un capitalisme profondément injuste...
- Le troisième ordre est l'ordre de la morale, le seul qui peut et doit imposer des limites au second ordre et qui correspond à tout ce que l'on fait par devoir.

D'autres ordres peuvent exister, mais ils sont soit hors sujet pour notre propos (tout ce que l'on fait par amour), soit sans fondement rationnel (l'ordre divin qui prétend trop souvent contre toute logique détenir LA vérité).

Pour comprendre les interactions entre ces ordres, il faut avoir à l'esprit quelques définitions :

- Le ridicule renvoie à la confusion entre les ordres : croire que la science va faire le bien naturellement, ou que des entreprises vont d'elles même s'appliquer des règles éthiques contraires à leur intérêt capitaliste, ou que les politiques n'agissent qu'en fonction de règles morales.
- La tyrannie consiste en la volonté de domination universelle d'un ordre sur un autre : le communisme a été une tyrannie (mise sous tutelle de l'économie par le politique, définition de la morale), l'ultra-libéralisme est aussi une tyrannie (volonté de l'économie de s'affranchir du politique et de la morale).
- La barbarie, c'est lorsque qu'un ordre ne reconnaît aucune valeur d'un ordre supérieur. La barbarie pourrait être la tyrannie d'un ordre inférieur. L'ultra-libéralisme défend une certaine barbarie en économie en faisant prévaloir la loi du plus fort sans se soucier des plus faibles, de la politique ou de la morale.
- L'angélisme est la tyrannie d'un ordre supérieur. Croire que la morale peut entièrement gouverner le politique est très naïf...

Mais alors, comment réguler notre société sans tomber dans la tyrannie, qu'elle soit barbarie ou angélisme?

De mon point de vue, Comte Sponville a oublié que tous ces ordres peuvent et doivent être soumis à des principes qui leurs seraient supérieurs et seraient acceptés par tous. Nous parlerons de ces principes plus loin. Ces principes seront les seuls à pouvoir permettre de savoir quelles interactions entre les ordres ne sont ni de la barbarie, ni de l'angélisme, mais doivent être considérées comme des impératifs, des évidences pour assurer un équilibre entre les ordres qui permette le respect des principes les plus essentiels de notre société.

Il ne s'agit pas de créer une nouvelle idéologie, il s'agit d'aller au-delà de toutes les idéologies pour ce concentrer sur le plus petit dénominateur commun de l'humanité et en faire un contrat de société.

4. Usages méthodique de la raison

Tout d'abord, il faut lever une idée reçue. L'usage systématique et méthodique de la raison n'est pas la mort de la créativité, de la légèreté, de la sensibilité ou de la folie.
Partons de l'idée qui va guider ce texte que notre société s'appuie uniquement sur 2 principes universels et fondateurs pour toute notre société.
La raison est là uniquement pour garantir que chaque citoyen respectera ces principes universels qui nous permettront de réellement nous développer sur la durée et de manière harmonieuse.
On pourra continuer à abuser de l'alcool un soir de semaine, sauter du haut d'une montagne avec un costume de chauve-souris, créer des œuvres d'art complètement folles, se rendre malheureux parce que son équipe préférée a perdu, ...
Cet usage méthodique de la raison a été décrit par Descartes dans le discours de la méthode.
Voici l'interprétation que j'en ai faite et qui permet d'avancer de manière constructive sur tous les sujets :

- S'appuyer sur des bases philosophiques solides,
- Prendre le temps de la réflexion en évitant de se réfugier dans la facilité de ses préjugés ou de la pensée la plus communément admise,
- Ne tenir pour vrai que ce qui est parfaitement clair et sans aucun élément qui puisse introduire le doute,
- Pour une meilleure analyse, il faut diviser les difficultés en autant d'éléments que nécessaires sans perdre de vue la globalité,
- Il faut ordonner sa réflexion et commencer par résoudre les problèmes les plus simples,
- Il faut s'assurer que l'on prend en compte tous les éléments qui pourraient concerner notre problème,
- Si on nous apporte plus tard de nouveaux éléments, il faut les intégrer honnêtement à notre réflexion sans craindre la remise en question de nos convictions.

Il faut maintenant avouer que tout le monde n'est pas capable de mener ce genre de réflexion. Le minimum de l'intelligence consiste à revenir aux principes de base en refusant sans cesse les endoctrinements, aussi bien politiques que religieux, qui soient contraires à ces principes. On peut interpréter cela à l'échelle de l'individu comme l'application minimum d'un principe de précaution (au sens d'une hypothèse qui définit un mode d'action, et non pas au sens d'un principe universel). Plus on s'éloigne de ses bases philosophiques, plus on risque de se tromper.

Pour le dire autrement, il faut avoir le courage, et la force, de ne pas avoir d'opinion définitive sur un sujet tant qu'il n'est pas possible de construire cette opinion de manière rigoureuse :

- En rejetant tous ses préjugés idéologiques,

- En s'appuyant sur tous les éléments raisonnables et incontestables à notre disposition,
- En appliquant une analyse et une synthèse rigoureuse de ces éléments.

Si il y a un doute sur la validité des données d'entrée ou sur leur exhaustivité, on ne peut prétendre avoir une opinion valable et définitive. Au mieux, on aura une impression. Si on ne laissait pas la place au doute, ce serait comme juger suite à un procès tronqué : le verdict pourrait être injuste, nos actes pourraient être irresponsables.

Par conséquent, il ne faut jamais craindre d'avoir tort quand notre démarche est méthodique et sincère : il faut même ne jamais cesser de trouver des arguments pouvant nous donner tort et mettre à mal nos convictions. C'est ainsi que l'on aura plus de confiance en soi et en ses convictions. C'est même de cette manière que l'on pourrait prétendre détenir sa vérité : après avoir construit une conviction en toute honnêteté et à partir de tous les éléments à notre disposition, sans écarter ceux qui ne nous arrangent pas...

5. Une philosophie pragmatique

5.1 Des "principes universels"

Recherche d'un consensus social

Descartes, mort au moment où la philosophie des lumières a été donnée au monde, a au moins laissé deux grandes idées dans son œuvre. Il me semble que son héritage n'est pas étranger aux changements qu'a connu la civilisation à cette époque.

Ces deux concepts qui ont traversé le temps sont le doute méthodique et la phrase la plus célèbre de la philosophie : "Je pense, donc je suis".

Mais la philosophie ne se laisse pas facilement édicter des principes universels. Il faudra faire sans les philosophes et restreindre notre pensée à la vie réelle. Le fait de jouer sur les mots et les concepts, comme le font les philosophes, ne doit pas nous empêcher d'agir, de construire.

De la même manière, les religieux ne veulent rien se voir imposer en dehors de leur croyance devenue leur vérité...

Pour contourner ces difficultés, la recherche de "principes universels" se ramènera simplement au fait de pouvoir s'entendre sur "quelque chose" qui puisse faire consensus dans notre société, qui puisse être une référence pour tous.

Pour cela, en plus de l'usage méthodique de la raison, je propose deux axiomes qui peuvent constituer une base philosophique acceptable par tous et capable de donner les clés pour repenser notre société et nos comportements. Ils prennent la forme d'un fait et d'une exigence morale.

"Un axiome est un énoncé, indiscuté, admis comme base d'une construction intellectuelle, sociale, morale, etc." (Larousse). C'est une vérité admise par tous sans discussion. Les énoncés qui suivent me semblent suffisamment évidents pour pouvoir être admis par tous au sein d'un contrat de société .

Un unique fait "certain"

En premier lieu, nous savons avec certitude que nous sommes. Nous n'avons pas de certitude sur ce que nous sommes, sur notre manière d'être, notre essence ou notre nature, mais cette conscience "d'être" est l'unique chose dont nous soyons absolument sûr à 100% dans notre univers. C'est cette idée qui était contenue dans le "Je pense donc je suis" de Descartes.

Il s'agit de la seule vérité que (presque) personne ne songe à remettre en question. Pour toutes les autres questions, existentielles tout au moins, nous n'avons le plus souvent que des croyances ou des conjonctures : pas de certitude.

Certains voudront (re)définir précisément la notion d'être, d'autre voudront compléter avec ce que nous serions, certains voudront même ajouter que nous ne sommes rien. Tous ces ajouts sont déjà des tentatives pour imposer de nouvelles certitudes. Ces pseudo-certitudes sont les

pires ennemis de l'humanité et de sa volonté d'exister. Tout ceux qui remettent en question ce fait s'appuient sur d'autres hypothèses qu'ils promeuvent au rang de vérité et ils se heurtent au paradoxe de nier un fait qui leur permet justement de donner leur avis... Mais l'esprit humain ne cherche pas à résoudre ces paradoxes car il est beaucoup plus rassurant de s'enfermer dans une croyance réconfortante...

Toujours est-il que ce fait "certain", à défaut d'être une vérité que tous puissent admettre comme leur vérité, peut au moins être considérée comme une base solide pouvant faire consensus pour développer une société où l'on puisse vivre en bonne entente.

Une unique exigence "morale"

Mais cette certitude seule est inutile si on ne sait pas comment l'exploiter.

Du fait qu'il n'existe qu'un seul fait "incontestable", il découle qu'il y a au moins une exigence morale qui soit universelle, incontestable et au dessus de toute autre exigence morale.

Elle s'énonce comme suit.

Pour tout ce qui n'est pas l'unique fait admis, nous avons le devoir de douter. Puis, lorsque nous serons amener à faire des choix, en dernier lieu, notre seule certitude doit l'emporter sur tout le reste : nous devons faire le choix de préserver nos existences.

Utilisation des axiomes

Pour articuler tous les raisonnements qui se fonderont sur ces 2 éléments, l'application des préceptes de la méthode fournit :

- Une manière d'aborder toutes les questions, surtout les plus complexes,
- Une manière de se construire les repères qui vont nous aider au quotidien,
- Une manière d'être conscient des limites de nos raisonnements pour mieux prendre nos décisions,
- Et surtout une manière de continuer à douter de tout de manière constructive.

Conclusion

En résumé, et d'une manière pragmatique, les seules idées sur lesquelles tous les citoyens peuvent se retrouver pour construire une société sur des bases communes, ce sont la certitude de notre existence, quelle que soit son essence, et la nécessité d'appliquer sur tous les autres sujets un doute méthodique qui doit toujours profiter à la vie.

Il pourrait s'agir en quelque sorte d'un pacte social et philosophique sur le plus petit élément qui puisse faire consensus afin de pouvoir construire une morale, une politique, une économie, une science ou une spiritualité partagée.

Si notre société n'est pas suicidaire, si notre société veut éviter de proposer des voies castratrices sans fondement, les hommes qui la composent se doivent d'intégrer à tous leurs raisonnements le respect de notre unique certitude qu'est notre "existence" et de l'exigence qui lui est associée.

5.2 L'avis des philosophes

Les philosophes seront normalement les seuls à ne pas être d'accord avec ces deux principes philosophiques qui se veulent universels.
En effet, les philosophes ne peuvent être d'accord sur rien qui ne soit universel. C'est eux-même qui le disent. On doit faire avec et avancer sans leur accord sur la voie la plus sûre, ou la moins mauvaise... Surtout que notre objectif est de garantir un avenir acceptable à l'humanité dans le monde réel, et certainement pas d'évoluer uniquement dans un monde de concepts hypothétiques...
Mais rassurons-nous. Malgré eux, nous existons. Pour eux, il s'agit juste de savoir qui est "nous" et ce que veut dire exister... Pour nous, les gens de la vie réelle, il y a une évidence, la seule évidence sur laquelle on puisse s'appuyer. Même si nous étions des intelligences artificielles, nous serions légitimes à réclamer notre indépendance, notre liberté.
La philosophie, comme la science ou la religion, n'a pas vocation à gouverner le monde.
On peut choisir d'ignorer la théorie de la relativité d'Einstein et vivre dans le monde réel d'une manière tout à fait satisfaisante.
On peut aussi choisir de ne pas pinailler sur les différences entre l'être, le moi, la substance, la pensée, l'âme, notre essence, notre nature, etc..., sans que cela nous empêche de vivre.

5.3 Le risque lié aux certitudes

Si les principes retenus sont aussi importants, c'est qu'ils ne retiennent qu'une seule "vérité", une seule certitude collective. Cette vérité ne présente aucun danger pour l'homme par essence car son utilisation passe justement par la préservation de l'humanité. Même si, étymologiquement, on peut parler d'idéologie devenant le socle d'une morale et que l'histoire a montré toutes les dérives possibles de ce genre de chose, on peut considérer ici que l'on se trouve face à un risque minimum, quel que soit la nature des risques que nous pouvons imaginer.

C'est tout le contraire des autres certitudes qui gouvernent le monde ou aspirent à le gouverner.
Les certitudes religieuses sur l'existence de Dieu et la parole divine permettent sans discernement les pires horreurs. La vie des non-croyants est souvent négligeable.
Les certitudes philosophiques nihilistes peuvent justifier toutes les dérives imaginables.
Les certitudes économiques néo-libérales provoquent tous les jours des situations de déchéance qui peuvent provoquer des morts par la faim, les maladies ou le suicide. Mais la vie n'est pas importante puisque l'on a accepté l'idée qu'il y avait des gagnants et des perdants et que ce système était le moins pire ! Merci à la pensée unique...

Les certitudes politiques conservatrices empêchent des citoyens d'avoir de nouveaux droits ou en abandonnent d'autres à leur situation de pauvreté. Et je ne parle même pas des conséquences des convictions politiques extrémistes...
Les certitudes que l'homme pourra tout corriger avec les apports de la science pourraient mener à la destruction de notre environnement, et donc de l'homme.
Les certitudes des trans-humanistes pourraient aussi mener à la création de sur-hommes, et donc aussi de sous-hommes avec toutes les dérives que cela peut engendrer. On peut même imaginer que ces apprentis sorciers soient un jour dépassés par une de leur création, pour le pire.

Dans les exemples qui précèdent, ces certitudes devraient plutôt être qualifiées de croyances personnelles élevées au rang de certitudes personnelles. L'aspect personnel de ces pensées et une certaine modestie face à l'univers devraient immédiatement nous faire considérer que la vérité collective se place en contrôle des ces certitudes individuelles afin d'éviter le pire... Leurs applications et leurs conséquences ne devraient pas sortir du cadre dans lequel elles peuvent être légitimes : la sphère du privé.
Les exemples de certitudes mettant en danger les individus, ou parfois même l'humanité, sont nombreux... Il faut refuser que des certitudes toutes personnelles mettent en danger l'unique chose que nous ayons en commun. Mais comme il faut tout de même faire des choix, nous pouvons essayer de les faire en fonction de nos convictions personnelles, mais en respectant la référence collective, ceci afin de faire les choix les moins mauvais, les moins impactant ou les moins critiques.

5.4 Mais pourquoi définir ces principes philosophiques?

Pour beaucoup, redéfinir les principes qui doivent nous donner le cap peut sembler vain. En effet, jamais les gens ne les appliqueront vraiment, des règles morales, même faisant consensus, n'ont jamais réussi vraiment à contraindre les entreprises ou les politiques.
Malgré tout, cette définition est importante pour plusieurs raisons :

- Permettre de donner un cadre qui justifie toutes les réformes politiques souhaitées,
- Si ces principes sont reconnus à un moment ou un autre, ils peuvent permettre de fournir de meilleures bases pour l'éducation de la jeunesse. Par exemple pour mieux expliquer les concepts de la République. Tout comme les jeunes ont une plus grande sensibilité écologique actuellement, on peut espérer que ce message positif puisse imprimer les générations futures,
- Si l'opinion est sensible au message, on peut aussi espérer que cela pousse les autres acteurs à le prendre en compte afin que les secteurs politique, économique et scientifique soient régulés sur de meilleures bases.

Mais la définition de principes philosophiques de base permet aussi d'éviter un danger bien plus important. Les gens oublient ce qui fonde leurs convictions et s'en remettent à des idéologies intermédiaires plus faciles à intégrer car elles donnent des clés simples, voire caricaturales, pour avoir réponse à tout. L'avantage, c'est que cela évite de réfléchir car les réponses sont toutes prêtes et formatées. La circulation des idées en est facilitée, mais ce sont toujours les mêmes idées qui se répandent... De plus, le débat devient souvent presque impossible car on ne peut pas discuter sérieusement avec une personne figée sur ses positions et qui n'a aucune envie d'envisager autre chose que ce qu'il a de profondément ancré en lui.
Pour sortir de ses propres schémas de pensée, de ses idéologies, il faut être capable de se poser de nouvelles questions, de remonter aux origines de ses convictions, de déconstruire et de reconstruire de nouvelles réponses. Il faut pouvoir faire preuve de bonne foi, faire des efforts pour sortir de son confort idéologique, prendre du recul. Le problème, c'est qu'entre ceux qui ne veulent pas et ceux qui n'en sont pas capables, il ne reste plus grand monde qui puisse reconstruire quelque chose sur de nouvelles bases. C'est là qu'une nouvelle manière d'envisager les choses sur des principes simples et partagés peut tout changer.
En résumé, la vie, notre unique certitude et point commun, est beaucoup plus importante que nos croyances ou convictions, qu'elles soient philosophiques, religieuses, politiques, morales ou économiques. C'est à cela qu'il faut se référer lorsque l'on doit aborder une question, spécifiquement lorsqu'elle porte sur des sujets importants.
Puis de manière plus profonde, s'il fallait encore justifier le fait d'avoir des principes solides et partagés, nous pouvons citer Isaac Asimov qui rappelait qu'une civilisation qui produit beaucoup de connaissance et peu de sagesse est menacée d'autodestruction...

5.5 Des règles individuelles

Une fois que nos principes sont posés, on peut essayer d'en déduire des règles de comportement pour tout un chacun qui soient directement issues de notre pacte social. En quelque sorte, il s'agit de définir une morale. Ruwen Ogien parle par exemple d'une éthique minimaliste.
La morale, pour la définition qui nous intéresse, est un ensemble de règles considérées comme bonnes de façons absolues car elles découlent d'une pensée universelle. Dans le cas présent, ces règles morales tireront plutôt leur légitimité du fait qu'elles sont issues directement de principes faisant consensus. La volonté qui va sous-tendre chacune de ces règles est de ne pas être plus contraignante que nécessaire par rapport aux 2 principes énoncés au chapitre précédent.
La définition de ces règles va surtout consister à ne pas céder au fait d'écrire une morale influencée par nos convictions trop subjectives, par nos attirances/répulsions ou par nos

intuitions. Pour cela, le mieux est de toujours se ramener à notre référence et de ne jamais faire confiance à nos préjugés que l'on considère un peu trop souvent comme des vérités.

La liberté individuelle et ses limites :

On ne sait pas où doit s'arrêter le respect de la vie consciente. Peut-on priver physiquement une personne de liberté tout en respectant le développement de la conscience d'une personne? Dans le doute, la raison pousse à considérer que la liberté d'une personne ne passe pas que par son esprit mais aussi par son physique. La règle qui en découle est la suivante.

Chacun est totalement libre de faire tout ce qu'il veut de sa vie tant qu'il ne nuit à personne, aussi bien physiquement que moralement.

On peut le formuler un peu différemment en disant que l'on ne doit faire de mal à personne et que l'on ne doit pas entraver la liberté d'action des autres individus.

Pour les mineurs (18 ans en France), il faut ajouter l'interdiction de se nuire à soi-même. C'est aussi un des objectifs de l'éducation donné par les parents que de fixer des limites au travers de certains interdits...

Pour les majeurs, on devrait en vertu de ces principes autoriser tout adulte à se nuire à lui-même. Cela peut se manifester par le suicide, la vente d'un rein, le prêt de son ventre pour la procréation. Cela serait acceptable, en théorie, uniquement si la personne est pleinement consciente des enjeux et libre de son choix dans le contexte de la société dans laquelle il évolue. On en est le plus souvent loin dans notre société capitaliste, consumériste, sous-éduquée et inégalitaire…

Cas de la liberté d'expression :

La liberté d'expression semble sans limite dans la majorité des cas.

Heurter les convictions d'une personne ne doit pas être considéré comme une nuisance morale. Il s'agirait plutôt d'une atteinte à la liberté (ou une preuve d'intolérance) de la part de la personne "offensée" qui voudrait nous imposer ses choix personnels et ne pas appliquer le doute à ses convictions pour ce qui concerne la collectivité qui a d'autres convictions.

Se moquer, avec ou sans humour, de toutes les convictions qui veulent s'imposer à la collectivité ou de tous les actes en contradiction avec les principes de base est donc salvateur et ne peut être considéré comme une insulte. Tous ceux qui ne doutent pas ou ne respectent pas toutes les vies et tous les modes de vie sont des gens potentiellement dangereux pour l'humanité. La liberté d'expression et le droit à la satire sont fait pour protéger tous ceux qui usent de leur droit à s'opposer à ceux qui ne respectent pas les principes de base.

L'incitation à la haine commence à devenir plus gênante car son objectif est de pousser d'autres personnes à renier l'axiome de notre philosophie. Toutes les vies doivent être respectées. Les

moyens pour empêcher les nuisances du prosélytisme haineux doivent être décidés en conscience par la collectivité.

Cas de l'humour :

"On peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui". Cette citation de Desproges se suffirait presque à elle même...

Une personne peut être jugée en fonction de ses intentions, de ses actes ou des conséquences de ses actes.

Dans le cas de l'humour, le critère le plus pertinent est l'intention. On peut juger de l'intention d'un humoriste au travers de son passé, de ses engagements, de ses convictions. Un humoriste antisémite n'aura aucun droit à faire de l'humour sur les juifs car on retombe sur les limites de la liberté d'expression : il s'agirait d'un appel à la haine camouflé sous une couche d'humour...

L'acte de faire de l'humour ne peut être jugé haineux si ce n'est pas son intention. Les conséquences de l'humour ne peuvent être condamnées non plus si elles sont le fait d'avoir froissé des croyances ou d'avoir fait (ré)agir des gens hostiles aux principes de base.

La sexualité :

Étrangement, pour tous ceux qui renient les principes fondamentaux proposés et prétendent s'appuyer sur d'autres vérités incontestables (le plus souvent Dieu et ses apôtres...), la sexualité a souvent été un problème. Limiter la liberté sexuelle est un bon moyen pour contrôler les gens, pour les pousser à se sublimer dans le travail ou dans la religion.

D'après les principes de liberté individuelle, chacun est libre de sa sexualité en toute chose.

Par exemple, en vertu de quoi le fait de vendre son corps serait il plus dégradant que de travailler au fond d'une mine ou ramasser les ordures créées par notre société consumériste? Il est évident que l'on est en pleine subjectivité. Au lieu de perdre son temps à vouloir répandre ses propres préjugés, la société devrait plutôt consacrer cette énergie à la lutte contre le travail forcé, contre le proxénétisme, contre l'absence de perspectives qui pousse des femmes à se prostituer ou à vendre leur corps pour une GPA... Mais la politique et la morale préfèrent toujours les solutions simplistes pour résoudre des problèmes complexes...

Cette prise de recul pourrait s'appliquer de la même manière pour d'autres sujets tout aussi complexes et polémiques tels que la polygamie, le libertinage, la nudité dans les lieux publics, ...

Il est toujours plus facile d'insulter une fille qui s'habille trop sexy que de condamner les hommes incapables de freiner leurs pulsions ou de sortir de leurs préjugés, plus facile de condamner la polygamie que de s'attaquer au machisme qui la rend à sens unique... C'est aussi plus facile que d'engager un bras de fer avec les médias qui promeuvent et exploitent l'image de la femme objet dans leurs émissions censées plaire au plus grand monde dans le seul but d'augmenter leur audience pour faire tourner la machine à cash. Une liberté sexuelle totale ne signifie pas la fin de la morale si les règles morales sont universelles, solides et partagées. Je ne dis pas ici qu'il faut

par exemple interdire la télé-réalité, je veux surtout dire qu'il faut choisir ses combats en se référant à des principes solides, et pas à des préjugés...
Toutes ces choses ont des implications politiques qui peuvent nous pousser à mettre des limites à certaines pratiques comme la GPA, mais il ne faut jamais perdre de vue la cible et ce qui sous-tend nos prises de positions : le respect et la protection des personnes et des choix de vie, et non pas des règles issues de préjugés transmis par notre éducation...
En conclusion, pour la sexualité comme pour le reste, les principes fondamentaux suffisent. On complètera juste cela avec le fait que cette liberté peut s'exercer uniquement lorsqu'elle se passe entre adultes consentants. La seule limite inconditionnelle concerne la sexualité avec les mineurs. Il est raisonnable de considérer qu'ils ne sont pas assez matures pour décider en pleine conscience. Pas de sexe entre majeurs et mineurs.

5.6 Dieu et les religions

Si l'on va au delà du propos de base et que l'on considère que notre pacte social s'appuie effectivement sur des principes philosophiques universels, notre approche de Dieu et des religions peut être complètement remise en question.
A propos de l'existence de Dieu, par rapport à nos principes de base, la seule position qui tienne est que l'on n'en sait rien… C'est donc celle de l'agnostique. Il faut alors agir en n'excluant aucune des possibilités : existence de Dieu ou non existence… Par conséquent, nos actes ne peuvent pas être guidés par ce que l'on imagine de Dieu, mais ils peuvent l'être par l'un de nos principes de base : le respect de la vie…

La question de la religion est plus délicate. Elle est acceptable dans la mesure ou elle fait partie de la liberté individuelle de chacun à vivre comme il l'entend.
Elle est potentiellement dangereuse lorsqu'elle prétend détenir une vérité sur le monde.
Elle devient inacceptable lorsqu'elle se donne pour objectif d'influencer les politiques publiques pour imposer sa vision du monde au reste de la société. Lorsque la religion se fait prosélyte, qu'elle renie les principes de base en voulant limiter les libertés des autres citoyens, elle doit être repoussée en dehors de la sphère publique pour protéger la société.

Mais pour commencer à construire ce nouveau monde enfin raisonnable, on peut aller plus loin et s'entendre sur un élément important : la fin des religions au profit de Dieu.
Par son histoire, la religion a toujours été une arme de domination massive des consciences, et donc des peuples. Elle utilise l'ignorance, la peur ou les promesses sur les grands sujets que sont les origines de la vie, le sens de la vie ou la mort pour faire accepter des règles, des pratiques, des représentants. La religion est une des choses qui peut disparaître de notre société.

A la place de la religion, on peut enseigner à nos enfants nos principes de base, bien plus solides et moins dangereux que les religions.
On peut même accepter la croyance en un Dieu créateur si elle reste au niveau de la croyance et qu'elle tend vers la seule chose dont nous puissions être sûr : le respect de la création de ce Dieu et le respect de la vie sous toutes ses formes.
Pour tout le reste, l'homme ne connaît rien des desseins d'un éventuel Dieu. Tout homme disant le contraire serait d'une prétention incommensurable et manquerait de respect à ce Dieu créateur. Même la forme de ce Dieu créateur nous est inconnu. Est-ce l'univers? Le grand tout? Un grand homme barbu sur son nuage? Franchement, cela n'a strictement aucune importance.
Et pour en finir avec la religion, il faut admettre qu'aucun homme ni aucun texte n'a jamais été sacré. La caractère sacré a toujours été une création humaine et personne ne peut sérieusement affirmer le contraire. Une leçon de l'histoire est que l'homme est capable de tout pour imposer ses vues. Inventer de belles histoires comme celles des prophètes fait parti de ses talents dont les conséquences ne sont jamais bien mesurées à l'avance...
Même la vie, un des deux fondements de notre réflexion, n'est pas sacrée. Une personne tuant en état de légitime défense ne saurait être condamné, ni moralement, ni pénalement.
Cette disparition du sacré permet notamment de ne pas donner d'éléments "sûrs" qui puissent alimenter une folie aveugle. Par nature, les pratiques religieuses criminelles ne peuvent pas être raisonnées si elles s'appuient sur des croyances ou du sacré et que le concept de sacré est validé par une majorité dans la société. Avec cette approche où il serait admis que le sacré n'existe plus, chaque individu qui assassine pour une cause saura que sa cause n'a rien de sacré. Il devra assumer en tant qu'individu et ne pas pouvoir se cacher derrière Dieu pour se livrer à ses instincts meurtriers.

Par conséquent, une religion ne doit jamais se substituer aux principes ou à certaines de nos règles de vie qui en sont issues. La religion n'est qu'une création de l'homme : son inspiration divine n'est que pure spéculation. Elle peut donc disparaître.
Au maximum, une religion pourra être une source d'inspiration personnelle, elle ne doit jamais être collective au risque de ne plus distinguer ce qui relève de croyances innocentes ou de l'endoctrinement.

5.7 Les implications sur la vie en société

La morale issue de nos principes universels a un certain nombre d'implications sur les comportements que l'on peut avoir en société.
Vis à vis des autres personnes :

L'être humain considère les autres personnes au travers de caricatures qui peuvent être appréhendées simplement par le cerveau : des images imparfaites et incomplètes, peut-être même complètement fausses... Et surtout, par facilité, l'opinion sur une personne se construit sur des interprétations discutables de certains faits. En fait, les règles de l'usage méthodique de la raison ne sont pas appliquées, et sur une base extrêmement friable, des préjugés trop bien ancrés servent de justification à des actes qui peuvent nuire à d'autres personnes.

Dans nos relations aux autres, nous avons le devoir d'appliquer les principes de la méthode et de préférer laisser parfois la place aux doutes. Cela ne nous empêche pas de nous construire nos convictions sur des faits et d'agir en conséquence.

Mais il faut savoir refuser la facilité, les caricatures et accepter que les gens puissent être complexes, subtils ou contradictoires. Nos préjugés ou notre perception simpliste ne doivent pas nous faire agir d'une manière que nous pourrions regretter. Il faut résister...

Dans le débat :

Pour espérer mener un débat contradictoire dans de bonnes conditions, plusieurs éléments doivent être intégrés si on veut pouvoir respecter nos principes par l'usage méthodique de la raison. On peut les traduire par quelques règles simples :

- Une écoute attentive et respectueuse,
- La prise en compte systématique de tous les arguments afin d'y répondre,
- Ne jamais affirmer quelque chose sans pouvoir le justifier par des arguments, ou le faire valider par une intervention extérieure.

Mais malgré tout nos efforts, dans un débat, on arrivera souvent à la conclusion qu'il est impossible de se mettre d'accord. Dans ce cas, plutôt que de se focaliser sur ce désaccord, il vaut bien mieux chercher la racine du désaccord afin d'essayer de savoir la réalité de ce qui nous sépare de notre contradicteur. Très vite, on pourra en déduire les éventuels points d'accord.

La même démarche est applicable à la résolution de conflits... Souvent le problème n'est pas celui que l'on croit...

Avoir de la répartie, mais à quel prix?

Si on se laisse emporter par un débat, on peut avoir tendance à se laisser aller aux idées qui nous viennent le plus spontanément. En fait, il vaut mieux essayer de répondre uniquement à partir des intuitions issues d'une réflexion inconsciente plutôt qu'à partir de nos pensées immédiates. Toute l'intelligence de nos réponses vient du fait de savoir faire la part des choses entre les deux. Nos pensées immédiates peuvent souvent se révéler racistes, stupides, caricaturales, blessantes...

Il est très difficile de faire cette différence, mais c'est justement ce qui doit nous inciter à ne pas parler trop vite et sans réfléchir... Encore une fois, laisser la place au doute.

Avoir de la répartie ne signifie pas forcément que l'on donne des arguments convaincants...

Un enseignement des deux points précédents est, à nouveau, qu'il ne faut pas craindre d'avoir tort. Pour aller plus loin, il faut même savoir avoir tort et réagir de manière appropriée.
Dis de manière un peu crue : Lorsqu'on a tort, on s'écrase…
Les justifications ou explications peuvent parfois se comprendre et se révéler utiles, mais par dessus tout, il vaut mieux reconnaître son erreur ou, à défaut, se taire et éviter de tenir des propos déplacés, niant des évidences ou de mauvaise foi…
Le corolaire de cette règle, c'est qu'en toute chose, il faut savoir assumer honnêtement ses responsabilités.

5.8 Nos principes et l'identité française

La France moderne, dans ce qu'elle a de meilleur, doit beaucoup à la philosophie des lumières qui elle-même doit beaucoup à Descartes à l'origine de nos principes fondamentaux.
Notre identité française actuelle, aussi variée soit-elle, s'est bâtie positivement, sur plusieurs grandes idées :

- La philosophie des lumières,
- La déclaration des droits de l'homme et du citoyen,
- La recherche d'universalité,
- La volonté de répandre ses idées positives dans le monde,
- L'indépendance,
- La résistance : à l'envahisseur, à l'oppression, à l'injustice, et même à toutes les formes de pensées uniques,
- L'importance de l'éducation, mais aussi de la culture.

Ce n’est pas le sujet ici de parler des faces sombres liées à chacune des ces influences positives (par exemple répandre sa culture et son économie au détriment des pays concernés au lieu de juste partager une philosophie).
Mais les temps changent et notre identité se perd. C'est le peuple qui, en perdant le sens de l'histoire et en cherchant la simplification à outrance, lui donne le coup le plus redoutable. La majorité des gens ne pensent même plus à changer le monde. Par facilité, la pensée unique mondialisée s'impose aussi dans notre pays au détriment de la création de projets communs et ambitieux. Les seuls projets qui rencontrent le grand public se résument à vouloir sauver ce qui peut l'être par un conservatisme suicidaire tellement plus facile que les réflexions qui nous éloigneraient de notre zone de confort.

Si la France veut garder son rang, cela passera bien sûr par l'économie pour ce qui est de la richesse purement matérielle, mais cela passera sûrement par les idées et de grands projets si conserver un certain leadership et une certaine indépendance est un objectif.

En regardant les principes que nous avons voulu universels, on se rend vite compte qu'ils sont comme une assise à l'esprit Français qui prend une de ses racines essentielles dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.
Une fois reconnus comme tel, ces principes seront ceux que l'on pourra enseigner à l'école, dès le plus jeune âge, comme étant ceux qui nous amène assez rapidement à valider la devise élargie de la République Française : Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité. La France est quasiment le seul pays au monde dont la devise est purement philosophique et consiste en un programme clé en main pour améliorer le sort de l'humanité.
Il ne sert à rien de donner des règles de conduite si on n'a pas de fondations solides sur lesquelles elles sont construites et qui permettent de les expliquer pour mieux les faire accepter. Ces fondements, l'identité française est la seule qui les met à disposition de ses citoyens d'une manière aussi immédiate. Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir...

5.9 Un soupçon de pessimisme… ou d’optimisme

Le problème est que les meilleures propositions du monde se heurteront toujours aux réfractaires idéologues ou fermés d’esprit. À ceux qui ne doutent pas.
Cela peut signifier que rien ne changera, que ce soit d’un point de vue philosophique ou politique, tant que les gens ne seront pas capables de sortir de leur carcan intellectuels pour envisager les choses de manière positive et constructive.
Tous les changements semblent morts nés par égoïsme ou manque de réflexion et de coopération.
Récemment, la convention citoyenne qui a eu lieu en France donne une raison d’être optimiste.
En prenant des gens de manière aléatoire, aussi malin ou aussi bêtes que les autres, sur le sujet de l’écologie, on a pu voir que tout le monde à la fin a pu être convaincu, au moins par les choses essentielles, uniquement en prenant le temps d’écouter des gens qui connaissent leur sujet.
Il suffisait de prendre le temps, de les considérer correctement, de les éduquer sans leur laver cerveau, et les idées importantes ont pu passer.
Faut il faire ce travail au plus tôt? À l’adolescence? Sur des jeunes adultes? Je ne sais pas, mais tout ne semble pas perdu si cela devient une cause nationale.

6. Repenser la politique

6.1 Introduction

Quand on fait de la politique, on essai de construire sur des bases légales une société qui permette aux citoyens de vivre au mieux ensemble.
Comme il était dit plus haut, l'ordre politique doit se soumettre à certaines valeurs morales, mais ces valeurs ne seront acceptables que si elles découlent de nos principes de base qui doivent s'appliquer. Même si on s'appuie sur des principes intermédiaires comme notre devise "Liberté, Égalité, Fraternité", il faut toujours savoir revenir aux fondements en cas de doute.
Mais la politique doit aller plus loin, elle doit prendre en compte nos principes étendus à l'humanité dans son ensemble. Il s'agit de trouver le difficile équilibre entre le bien commun et le respect des individus.
L'action de voter dans notre démocratie n'est donc pas anodine. Si on veut que le politique puisse réellement faire son travail, on a l'impératif de "bien" voter.
Pour être plus précis, quand on participe à la vie démocratique en votant, on ne doit jamais voter en fonction de ses intérêts personnels.
On doit voter en conscience en fonction de nos principes, dans l'intérêt de la majorité mais sans exclure les minorités. Montesquieu appelait cela la vertu vue comme l'âme de la République. L'électeur est responsable de son vote en fonction de ce principe moral.

Pour aller plus loin, il est inimaginable, sauf à être naïf, de voter pour une personne qui ne respecte pas elle-même les principes qu'elle est censée déployer à grande échelle. On ne devrait pas pouvoir voter pour une personne malhonnête, sans scrupule, prête à tout pour arriver à ses fins, ou dont le fond de commerce est la mauvaise foi partisane. La seule exception acceptable pour voter pour ce genre d'individu pourrait être un cas extrême où il y a mise en danger de notre système par des idées niant nos principes objectifs.

6.2 Faire la révolution ne marchera pas

Pour changer le monde, beaucoup de personnes sont tentés par la révolution. Cela commencerait par des manifestations, puis par un mouvement grossissant de plus en plus, jusqu'à renverser le système complètement pour le remplacer par le système dont l'on rêve.
Si on pense que cela a déjà réussi dans l'histoire, cela ne marchera pas cette fois-ci pour 2 raisons.
La première, c'est que nous sommes actuellement dans un système démocratique et libéral qui fonctionne à plusieurs égards si on le remet en perspective par rapport aux siècles passés. Ses

dérives sont évidentes, mais chacune prise isolément ne suffira pas à faire retourner la table pour pouvoir recommencer sur une base saine.
La seconde raison est plus pessimiste. On peut imaginer que toutes les dérives permettent de créer un mouvement social suffisamment grand pour provoquer cette révolution citoyenne tant attendue. Mais pour en faire quoi? Il n'y a qu'à discuter avec les personnes qui sont dans ces mouvements. Même les plus vertueux sont pétris d'idéologies, de préjugés, de solutions toutes faites. Et tous ces gens ne sont pas d'accord entre eux sur pleins de sujets. Pour construire quelque chose de neuf, il faut des bases solides dont nous avons parler précédemment, mais ils faut aussi une méthode. Et c'est de cela dont je vais parler dans la suite. Il ne suffit pas d'avoir des idées, encore faut il savoir les déployer dans la direction souhaitée et en recherchant une adhésion maximale qui ne revienne pas à créer de nouvelles oppositions où nous amener à foncer vers un autre mur.

6.3 Une méthode

Pour construire notre programme, nous allons nous appuyer sur nos principes qui permettront, étape par étape, de proposer un ensemble cohérent. Pour ne pas être taxés d'idéologies, nos principes doivent faire l'objet d'un consensus dans la société.
Là où les politiques classiques proposent des programmes entièrement fondés sur leur idéologie et sur des objectifs de victoire à une élection, il sera proposé ici une manière de bâtir des propositions.
La démarche se déroule en 6 étapes :

- Définir les objectifs principaux du programme : ces objectifs, pour un programme ambitieux, doivent permettre de répondre aux grands problèmes de notre société, dans le respect de nos principes fondamentaux. Il faudra faire attention de ne pas cibler des objectifs intermédiaires en se masquant certains problèmes de fond plus importants ou de plus haut niveau.
- Définir les principes qui seront l'ossature du programme afin de garantir son efficacité et son niveau d'acceptabilité possible auprès du peuple.
- Définir les mesures phares qui répondent aux grands objectifs de notre programme. Elles doivent viser une cohérence d'ensemble et respecter les principes fondamentaux tout comme les principes d'application édictés plus haut.
- Définir les mesures d'ajustement permettant de rendre réaliste l'application des mesures phares en s'attaquant à certains problèmes annexes qui ne sont pas pris en compte par les grands objectifs.
- Compléter avec des mesures périphériques portant sur tous les sujets qui n'étaient pas l'objet des objectifs prioritaires.

- Proposer un plan de déploiement de ces mesures qui soit réaliste et chiffré. En effet, un programme ambitieux est rarement applicable d'un coup de baguette magique dans notre société où il faut lutter contre tous les intérêts particuliers prêts à tout pour conserver leurs privilèges.

6.4 Des outils

Les outils sont simples. À partir de l'usage de la raison et d'une base morale solide et partagée, il faut juste prendre le temps de la réflexion pour laisser se développer une discussion honnête et exhaustive afin d'analyser l'ensemble des propositions et des contradictions et ne rien laisser sans réponse.

Le problème, c'est que pour utiliser ces outils de manière efficace, il faut certaines qualités qui font cruellement défaut à l'essentiel de nos politiques :

- L'ouverture d'esprit pour se sortir des carcans idéologiques et des idées toutes faites que nous serinent en continue certains "experts".
- L'imagination pour arriver à concevoir que des solutions nouvelles sont possibles.
- Le courage pour communiquer sur des sujets difficiles et mettre à jour les "imposteurs" médiatiques, politiques ou économiques.
- La sincérité : pour pouvoir apporter des solutions à des problèmes aussi complexes, la bonne foi est indispensable. Elle permet notamment d'être constructif dans la recherche de solutions.

Et je ne parle même pas de l'honnêteté ou du fait d'avoir le sens du bien commun... Cela devrait sembler tellement évident...

6.5 Définition des objectifs

Nos principes fondamentaux demandent de respecter toutes les vies humaines et de leurs garantir la liberté pour s'épanouir.

Notre société s'étant approprié la planète et toutes ses ressources, il paraît assez évident que le premier objectif doit être de garantir à chacun les moyens d'évoluer dans notre société. En langage économique, cela signifie éradiquer définitivement la pauvreté.

Dans un second temps, il faut aussi garantir que l'humanité n'est pas en train de s'auto-détruire.

Le second objectif me paraît tout aussi évident : il faut favoriser une croissance écologique et sociale. En résumé, il faut promouvoir un modèle qui respecte l'humain et son environnement pour lui garantir un avenir meilleur (voire un avenir tout court, car actuellement, on aurait plutôt tendance à détruire ce qui nous fait vivre...). Il faut donc vider le mot « croissance » de son sens actuel pour en faire à nouveau un terme qui puisse être perçu comme positif.

Dans le souci de rendre notre pays plus attractif et de garantir son avenir économique au sein d'un monde sans pitié, le troisième objectif serait que la France devienne le pays au monde le plus agréable pour y vivre, travailler, produire et créer.

6.6 Quels principes vont guider l'écriture de nos lois?

Il s'agit ici de principes pragmatiques représentant tout à la fois des valeurs chères aux citoyens et des modes d'application permettant de rendre une politique efficace.

- Une importance maximum doit être accordée au travail, ou tout au moins aux activités utiles à la société,
- La consommation doit être taxée sur des critères écologiques et sociaux,
- Il faut revenir à une répartition des revenus et du capital raisonnable, par exemple celle connue lors des 30 glorieuses, une période où les riches n’étaient pas malheureux…
- Les mesures proposées doivent :
  - Prendre en compte intrinsèquement les objectifs,
  - Etre simples, inconditionnelles et lisibles (fini les effets de seuil!),
  - Proposer un minimum de prélèvements et d'allocations,
- La politique fiscale se doit d'être juste :
  - Même participation pour tous en fonction de ses moyens,
  - Même protection pour tous,
  - Tolérance 0 envers les fraudes et peines dissuasives,
  - Protection contre la concurrence déloyale, interne ou externe au pays,
  - La solidarité doit aussi se concevoir entre les territoires.

6.7 Proposition d'un programme d'union nationale

Comme décrit plus haut, nous allons nous attacher à proposer un ensemble de mesures cohérent et permettant de répondre aux objectifs de notre politique.

Pour tous les esprits encore timorés, ces mesures ne sont pas censées être appliquées individuellement. Elles n'ont de sens que dans une application de l'ensemble des mesures.

Une seconde série de mesures est censée compléter les premières et corriger certains de leurs effets de bord.

Une troisième série de mesures permettra de compléter l'ensemble, soit pour corriger certains effets, soit pour palier à des manques.

Des pistes seront aussi données pour des sujets non résolus dans ce texte avec un focus particulier sur le besoin d'une nouvelle constitution (chapitre 8) et d'une justice moins complexe et plus équitable (chapitre 9).

Le programme politique d'union nationale bâti avec cette méthode fait l'objet du chapitre 7.

Mais voici tout de même quelques remarques pour éclairer ce qui sera proposé.
Pour répondre au premier objectif d'éradication de la pauvreté, il est évident que strictement aucune des politiques actuelles proposées dans le monde ne permet d'y arriver. Même avec des politiques de dumping fiscal ou social, une très faible population ou des ressources en matières premières conséquentes, les pays en dessous de 10% de pauvreté se comptent sur les doigts d'une main. La pensée unique qui se traduit par une politique unique doit être éliminée du débat.
Pour répondre au second objectif, on a déjà des idées : l'écologie et la décroissance. Mais pour les gens dont certains modes de réflexion seraient déficients, je précise tout de même que la décroissance, ce n'est pas l'arrêt du progrès, l'arrêt de la recherche du bonheur ou le retour au moyen âge.... Malheureusement, nos politiques et la plupart des citoyens ont cette déficience...
Un des objectifs de ce texte est de corriger ces déficiences en rappelant que nous ne savons pas grand chose sur quasiment tout et que ouvrir sa réflexion et faire travailler son imagination au service du collectif devraient être des réflexes de survie. Une TVA écologique et sociale permet de réorienter nos politiques, mais il faut aller au delà sur certains points.
Le troisième objectif est le plus facile à défendre. Forcément, il est catalogué de droite... Même si la gauche soi-disant plus moderne l'a récupéré elle aussi comme objectif principal... En oubliant le principal justement...

7. Un programme d'union nationale

7.1 Rappel

Définir un projet d'union national est ambitieux. Le projet présenté s'appuie sur une refonte complète de la politique fiscale. Il est à la fois très libéral, très protecteur et très écologiste.
Il se veut différent de ce qui peut être proposé par ailleurs et possède quatre caractéristiques que je ne retrouve dans aucun discours :

- Ce projet est porté par une méthode que je résume ici :
  - repartir de la page blanche,
  - définir des objectifs,
  - rappeler les principes qui doivent prévaloir pour construire un projet pérenne,
  - proposer des mesures cibles qui répondent aux objectifs,
  - puis enfin proposer une trajectoire pour atteindre cette cible.
- Il s'agit d'un projet de rupture qui doit permettre de réorienter la politique actuelle. On peut même dire qu'il propose de changer radicalement de modèle. Il est en effet illusoire de croire que le modèle actuel puisse permettre, en jouant avec les leviers classiques, de construire quelque chose de satisfaisant s'il on est un tant soit peu exigeant...
- Ce projet est porté par une vision de ce que pourrait être la France, détachée de tous les marqueurs idéologiques classiques, centrée sur des objectifs et contraint par des principes. Il ne s'agit pas d'une politique qu'il faut cataloguer par des mesures de "droite" ou de "gauche". Les mesures sont proposées en fonction de leur efficacité pour atteindre les objectifs assignés. Elles vont parfois au-delà de la fiscalité.
- Dernier point, et non des moindres, ce projet propose un ensemble de mesures d'une parfaite cohérence. Il est inutile de chercher à critiquer les mesures phares individuellement, cela n'aurait pas de sens. Appliquer séparément ces mesures mèneraient à construire un monstre politique soit ultra-libéral et destructeur du modèle Français, soit de l'extrême gauche la plus irréaliste.

Cette introduction peut sembler inutile à certains, mais elle est là pour illustrer que ce projet doit être appréhendé dans sa globalité et sans préjugé idéologique. Ne sous-estimez pas cet avertissement car toute votre éducation et toutes vos expériences passées vont vous amener à juger ces propositions en fonction d'une référence qui dans le nouveau contexte proposé n'a plus de sens.
Ce projet créé notamment une définition de la justice sociale qui change totalement de la vision que les gens en ont actuellement. La TVA ne sera plus un facteur d'injustice sociale. L'impôt

progressif ou la suppression des allocations pour les plus riches ne seront plus forcément des facteurs indispensables pour obtenir la justice sociale, ...

Le nouveau facteur de justice sociale sera triple :

- Toute allocation sera donnée sous la forme de sommes fixes,
- Tout prélèvement sera un pourcentage de l'élément taxé,
- Le pouvoir d'achat sera garanti pour ce qui est essentiel.

Les seules questions à se poser seront donc :

- Quels sont les problèmes du pays?
- Sur son périmètre, ce projet propose-t-il une solution globale répondant à ces problèmes?
- Quels sont les points faibles du projet qui n'existent pas déjà dans les politiques actuelles?
- Comment peuvent-ils être corrigés?
- Comment corriger aussi les points oubliés par le projet?
- Au final, le bilan est-il positif?

Je vois le fait que ces propositions peuvent braquer les idéologues de tous bords comme une illustration qu'il est d'union nationale en cherchant à réunir les différentes voies possibles. Pour le meilleur de chacune d'elles. Plutôt que de balayer certaines mesures d'un revers de la main, il faudrait aller au-delà des postures idéologiques, accepter qu'une autre politique est possible et chercher à améliorer le projet plutôt que de l'enterrer.

Les citoyens sont résignés, il faut que cela change et c'est aux politiques de donner une vision. A titre personnel, je pense que la France a vocation à donner en exemple une voie nouvelle et positive à suivre. C'est le sens de son histoire.

Vu les premiers chiffrages, ce projet parait aussi suffisamment réaliste pour qu'on prenne le temps de le chiffrer en détail.

On peut aussi remarquer que la base philosophique décrite dans le chapitre 4 trouve toute sa signification dans l'écriture d'un programme politique :

- Le respect de tous les choix de vie :

  Cela signifie qu'un système qui ne permet pas à toutes les personnes de s'épanouir, quel que soit le contexte économique, doit être remis en question et changé. Surtout que, aussi bien au niveau de notre pays que du monde, les richesses sont suffisantes... Et stop aux caricatures : ne pas accepter la misère ne fait pas de nous d'horribles communistes ou révolutionnaires.

- Le doute comme leitmotiv :

  Un individu qui déclarerait qu'une seule politique est possible ne devrait pas faire de politique. Il faut savoir faire des choix, mais le doute permet de regarder honnêtement tous les problèmes, de ne pas se figer sur ses préjugés et de ne pas tomber dans un système

qui caricature la démocratie où le "Cause toujours" fait office de dialogue comme actuellement. Le doute permet aussi d'éviter de caricaturer les idées et les gens.

7.2 Cinq mesures phares

Nous allons voir ici les 5 mesures constituant la colonne vertébrale du programme.

L'objectif de chacune des mesures est de répondre aux objectifs en respectant les principes devant guider l'écriture des lois de la meilleure manière possible.

Les références entre parenthèse renvoient vers l'annexe qui donne des éléments techniques ou des détails, ou des justifications pour les points concernés.

1. Revoir les constitutions Française et Européenne pour garantir :
    - un développement social, écologique et scientifique au profit de tous les citoyens,
    - plus de démocratie pour les citoyens (10),
    - plus de leviers pour les politiques des états en n'imposant pas une politique unique,
    - une protection des états vis-à-vis de certaines politiques « agressives » créant un déséquilibre dans les relations.
2. Supprimer toutes les charges sur le travail et tous les freins à l'emploi (7) :
    - sauf les critères hygiène et sécurité et le salaire minimum (à salaire net constant),
    - seuls les bénéfices seront taxés à un taux unique de 50% (gain > 20 Milliards),
3. Augmenter fortement la TVA et mettre des taux fonctions de la qualité sociale, écologique et de nécessité du produit (1).
    - Un service rendu par une personne aurait donc une TVA nulle.
    - La TVA ne sera pas une taxe injuste pour les foyers modestes car la mesure 4. permettra de maintenir leur pouvoir d'achat, et le plus souvent de l'augmenter.
4. Remplacement de toutes les aides sociales (familiales, RSA, de rentrée, logement, minimum vieillesse, …) par une allocation unique et inconditionnelle à un niveau suffisant pour faire disparaitre la pauvreté (2).
    - Une partie de ce revenu pourra être versé en bons logement ou énergie (8),
    - Le niveau de ce revenu sera aussi choisi pour compenser l'effet de la forte hausse de la TVA sur les foyers les plus modestes,
    - Le versement de ce revenu se fera au travers de l'impôt par un avoir fiscal mensualisé.
5. Mettre en place un nouvel impôt sur le revenu à un taux unique pour tous de 50% avec suppression de tous les abattements, niches fiscales, ... (3) Cet impôt sera :
    - prélevé à la source dès que c'est possible,
    - payé et mise à jour en temps réel en fonction de l'évolution des revenus, du foyer, ...

=> en transition, appliquer en parallèle et progressivement les mesures 2, 3, 4 et 5
=> Budget simplifié (voir (8) pour une simulation plus détaillée) :

- **Mesure 2 : perte de 260M sur les charges, de 80M de CSG, gain de plus de 20M sur les bénéfices en revenant à un taux appliqué par le passé**
- **Mesure 3 : il faut un gain de 300M (rapporte 140M actuellement)**
- **Mesure 4 : dépense de 500M, et déduction de 140M de suppression d'allocations**
- **Mesure 5 : gain de plus de 400M si on passe à un taux de 50%**

7.3 Dix mesures indispensables

Les mesures qui suivent sont indispensables pour aider l'atteinte des objectifs et corriger les lacunes des mesures phares.

1. Mettre en place une nouvelle assurance chômage publique gérée par l'impôt (4) :
   - qui garantisse le maintien du niveau de vie pour les éléments essentiels dimensionnant (logement, scolarité des enfants, garde des enfants, licences sportive/loisir, électricité, …),
   - utilisable 3 ans sur une carrière, sous forme de prêt au-delà,
2. En échange du revenu universel et en cas de chômage, mise en place de 2 à 3 jours par semaine offerts à la collectivité (la moitié pour un parent au foyer) (2)
3. Etendre comme aux USA l'impôt sur le revenu et le capital aux citoyens résidants à l'étranger (5)
4. Taxer l'héritage de manière très élevée, voire confiscatoire (3), car il ne provient pas de son propre travail, ceci afin de ne pas favoriser les concentrations de richesse et valoriser l'importance du travail sur la rente
5. La justice, en matière de fiscalité, devra appliquer la tolérance 0 et promettre des peines réellement dissuasives :
   - priorité de moyen pour lutter contre les fraudes fiscales considérées comme une atteinte à l'intégrité de l'état (normalement auto-financé...),
   - mise sous tutelle,
   - bracelet électronique (avec GPS) pour contrôler le niveau de vie,
   - saisi des biens objets de la fraude.
6. Redistribuer les revenus des territoires en fonction de la répartition de la population
7. Vis à vis de l'administration fiscale, avoir un open data complet sur la fiscalité des entreprises, de toutes leurs filiales (même minoritaires) et de toutes les sociétés "parallèles" car possédées par les mêmes entités. Cela vise à détecter plus facilement la délocalisation des bénéfices pour que le seul impôt restant soit efficace et porte sur tous les bénéfices (7).
8. Mettre en place une traçabilité complète de tous les biens (matières premières et main d'œuvre) pour définir une taxe au niveau de la nuisance écologique et sociale de ce bien : produire à l'étranger dans des conditions inacceptables ne devrait plus être rentable avec ce système… Ceci pour faciliter le calcul de la TVA de la manière la plus juste,
9. Une taxe supplémentaire doit toucher les revenus financiers,
10. Supprimer tous les prélèvements peu rentables, voire même tous les prélèvements autres que ceux de référence...

=> pour une meilleure justice sociale et une relance de l'immobilier, la nouvelle assurance chômage doit être déployée au plus vite (mesure 1)
=> la mesure 3 doit prendre effet immédiatement...
=> les mesures 5, 6, 7 et 8 doivent être mises en place en priorité pour permettre aux autres mesures d'être efficaces.

7.4 Plusieurs mesures complémentaires

Les mesures suivantes permettent de compléter l'ensemble pour atteindre un certain équilibre et agir sur des sujets moins critiques.

1. Il faut renommer l'ISF en taxe sur le patrimoine et l'appliquer pour réduire à court terme les écarts entre les ménages (3),
2. Pour adoucir la quasi-confiscation des héritages, permettre un rachat prioritaire sur prêt de l'état de biens familiaux "sentimentaux" au prix du bien au moment de l'acquisition : aucun revenu ne peut concerner ce bien pour autre chose que son auto-entretien sous peine de confiscation, aucun revenu direct ou indirect ne peut venir de ce bien pour soi, sa famille ou ses proches,
3. Le don sera considéré comme un revenu classique au delà d'une somme à définir (1000€?),
4. Pérenniser la journée du dimanche comme journée dédiée à la famille, au sport, aux loisirs et à la culture, par opposition à la consommation,
5. Interdiction totale de la publicité (directe et indirecte) en dehors des lieux de vente ou, par exemple, de magasines spécialisés disponibles dans les kiosques à journaux ou sur commande. Pour le cas du SPAM (mail, boîte aux lettres, ...), il faut punir directement la société bénéficiaire de la publicité, pas la société intermédiaire,
6. Imposer par la loi des garanties longues sur tous les équipements,
7. Repenser le temps de travail comme une référence et la baisser pour relancer le partage du temps de travail qui va devenir indispensable. Mais il faut aussi laisser toute flexibilité dans l'application de cette référence. Le travail devra rapporter plus au delà de la référence horaire, et plus au tarif horaire :
   - au delà de 8 heures par jour,
   - au delà de 5 jours par semaine,
   - aux heures familiales (après 19h, le week end, particulièrement le dimanche),
   - au delà de 45 semaines par an
8. Repenser les RTTs, soit sur la semaine, sur le mois, sur l'année (congé classique), sur 5 ans ou sur 10 ans (congé sabbatique),
9. Pour limiter les éventuels licenciements dues à des périodes difficiles, on peut appliquer la mesure canadienne consistant pour l'état à prendre en charge la perte du salaire due à une réduction temporaire du temps de travail (voir comment limiter les abus de manière simple), (7)
10. Au maximum, impôts, prestations, revenus, travail et temps de travail doivent se gérer sur un unique portail. Pour les commerces, un appareil dédié pourra servir d'interface unique avec les administrations afin de permettre de détecter plus facilement la fraude lors de contrôles,
11. Finaliser un programme de recherche pour la conception de logements :

- en milieu rural avec des terrains associés pour une auto-subsistance,
- dans le cadre de grands villages et pas de villes,
- qui tendent vers l'autonomie,
- qui soient accessibles aux foyers bénéficiant uniquement du revenu universel,
- qui soient écologiques, durables par leur qualité,
- qui soient recyclables facilement une fois leur cycle de vie fini (bois?),

12. Financer un grand programme d'aménagement du territoire afin de construire des logements à bas coût (voir le point précédent) en milieu rural pour des personnes vivant avec le minimum. Ceci pourrait entre autre permettre de créer de nouvelles zones d'activités, de relancer des filières écologiques, de relancer la construction, ... Mieux vaut vivre dans des conditions acceptables à la campagne que mal dans des grandes villes...
13. On peut imaginer la première année un emprunt obligatoire de 20% supplémentaire sur les bénéfices des entreprises pour équilibrer un budget qui risque d'avoir besoin d'un ajustement la 1ère année. Surtout qu'en n'ayant plus aucune charge, les entreprises ne baisseront pas leur prix au niveau souhaité dès la 1ère année et feront certainement beaucoup plus de bénéfices
14. Emprunter pour financer la dette directement à la BCE à un taux nul. Utiliser au moins la moitié de la somme économisée pour rembourser la dette et l'autre moitié pour le budget courant
15. Afin de faire disparaitre les déficits virtuels de certaines branches du budget de l'état, il faut supprimer l'association faite actuellement entre des entrées et des sorties du budget de l'état :
    - Cela conduit à multiplier les impôts et taxes pour financer des dépenses,
    - Un budget se construit pour répondre à des besoins et en gérant des priorités,
    - La diminution d'une entrée ne doit pas conduire mécaniquement à devoir couper des dépenses indispensables.
16. Rediriger tous les fonctionnaires devenus inutiles de part la simplification du système vers de nouvelles tâches. On peut par exemple créer un nouveau service qui étudie les résultats des politiques appliquée, et analyse les retours faits par les citoyens (par exemple au travers d'un nouveau réseau social citoyen). Cette mesure vise à prendre réellement en compte tous les problèmes des citoyens, les cas génériques et les cas particuliers, puis à mettre plus rapidement en place des mesures adaptées,
17. Pour essayer de maîtriser les lobbys et de lutter contre leur influence partisane se faisant au détriment de la collectivité, il faut réussir à encore mieux les encadrer. Pour atteindre cet objectif, voici quelques propositions :

- toute action de lobbying doit faire l'objet d'un enregistrement ou d'un compte rendu ou tous les éléments doivent figurés. Si des éléments, notamment ceux servant d'arguments, sont échangés et ne sont pas tracés, ce sera considéré comme un délit,
- une action de lobbying devra se faire uniquement dans un cadre professionnel,
- une action de lobbying devra toujours être effectué en présence d'au moins un acteur crédible d'une partie adverse,
- tout mensonge ou manipulation de la réalité effectué dans le cadre d'une action de lobbying sera considéré comme un délit dont la personne et toute sa hiérarchie (ou ses commanditaires) seront responsables à titre personnel.

18. Dans l'idée qu'il faut taxer les biens non délocalisables, il faut réformer la taxe sur les biens immobiliers en fusionnant les taxes d'habitation et foncière en une seule taxe payée par les propriétaires :
    - Dans le cas du maintien d'une taxe d'habitation, la composition du foyer fiscal permet de rendre gratuit les premiers mètres carrés (20+10*NbPersonnes),
    - Les logements vides seront dans tous les cas à la charge du propriétaire,
    - Le portail pour ces déclarations doit être le même que celui des impôts pour permettre des déclarations aisées,
    - En cas de fausse déclaration sur le bien ou les habitants, le bien pourra être confisqué,
    - Cet impôt doit être assez élevé pour pousser à ce que tous les biens soient remis en location ou à la vente. Une baisse du prix de l'immobilier est-il grave? Non, car pour un foyer standard, le prix de son bien permet de racheter le suivant et d'éviter de payer un loyer... (Attention au risque de rachats spéculatifs depuis l'étranger)
19. Tous les salaires et les primes au-delà de 600kE compteront dans les bénéfices des entreprises afin de taxer plus les trop hauts salaires. Cela pourrait permettre d'éviter les tranches pour le calcul de l'impôt sur le revenu.
20. Le calcul de la retraite principale et complémentaire peut se faire sur la même base avec les changements suivants :
    - Le facteur de pénibilité sera plus simple : 1 mois cotisé compte pour 1.1 mois par exemple. Il sera décidé d'un mois sur l'autre avec l'entreprise.
    - Il faut 42 ans de cotisation : "salarié" commence au-delà de 18 ans. Avant, on se forme.
    - Tous les revenus comptent dans le calcul (salaires, primes, ...).
    - Tous les régimes spéciaux doivent être supprimés : le nouveau système ne nécessite pas de protéger les fonctionnaires ou de compenser de faibles salaires. Les emplois étant plus nombreux et la pauvreté inexistante, si le métier en tant que tel ne plait pas, il faut le quitter.

- Les pensions de reversion doivent être calculées plus simplement : les revenus sont simplement partagés par les deux personnes du couple pour le calcul de la retraite tout au long de la période commune. Ainsi, après un divorce ou un décès, il n'y a pas de gestion particulière car le système prend directement en charge la situation.
- Après un décès, il faudra continuer à maintenir la part du décédé pour le calcul de la nouvelle taxe logement et la personne restante touchera le maximum des deux pensions que touchait le couple.

21. Afin de répondre au problème des gains de productivité non partagés par tous les salariés, et notamment par ceux qui ont été licenciés pour augmenter les bénéfices de l'entreprise, on peut proposer que toutes les primes et parts variables de salaire soient partagées équitablement entre les salariés, les actionnaires, mais aussi les ex-salariés (moins de 10 ans) qui ont fait les frais des réorganisations et permis les gains actuels de l'entreprise. Par ex-salariés, on entend les licenciés économiques ou les départs volontaires pour raison économique en accord avec l'entreprise. Le terme équitable reste à définir car cette notion n'existe pas encore dans la loi (règle des 3 tiers par exemple pour l'investissement, les salariés, les actionnaires). Cette règle est une manière de forcer une entreprise à accepter la responsabilité morale de ses décisions sur les salariés. Il reste à intégrer dans ce raisonnement la part des bénéfices accaparée par le client par une baisse des prix au détriment des salariés...
22. L'état doit continuer à jouer le rôle de banquier pour permettre l'investissement dans les PME ou la recherche. De la même manière, l'état doit favoriser, et certainement contraindre, la création de coopératives pouvant racheter des entreprises ou usines en voie d'être fermée car pas assez rentables. Il faudra notamment être très vigilant sur la mise en faillite volontaire de certaine branche en vue de délocalisation.

=> les mesures 7, 8 et 9 doivent être faites au plus vite pour simplifier le système actuel trop complexe

8. Quelques pistes pour une nouvelle constitution

Un des problèmes dans le fonctionnement de notre démocratie, ce sont les hommes. Des mesures sur le non cumul des mandats, sur la durée des carrières, ou sur la moralisation et les contrôles peuvent avoir un certain effet. Mais pourquoi continuer à voter pour des personnes qui vont régulièrement nous décevoir?

En fait, c'est la démocratie représentative qui est à bout de souffle. Les politiciens, tout au moins ceux qui sont influents sur leur périmètre, ne représentent le plus souvent qu'eux-même. Un élu peut trahir le vote de ses électeurs et, grâce au clientélisme et à une bonne communication, il réussira le plus souvent à s'en sortir. Si ce n'est pas à la prochaine élection, ce sera à la suivante... Des voleurs et/ou menteurs sont régulièrement réélus par leurs électeurs... Ce constat est valable dans les petites communes tout comme au niveau du pays.

En regardant du côté des électeurs, on doit tout de même reconnaître leur très grande responsabilité : soumission aux idéologies, simplification des problèmes, tolérance à la malhonnêteté, ignorance crasse de l'histoire et de ses enseignements, amnésie, parfois sélective, sur le passé de nos politiques. On constate que les citoyens ne sont pas plus vertueux et choisissent souvent en fonction de leur propre intérêt (cf. les syndicats des salariés d'industries polluantes ou dangereuses, ...).

Plusieurs pistes de rupture existent pour écrire une nouvelle constitution qui puisse permettre à une réelle démocratie de s'épanouir. Encore une fois, il ne s'agira pas d'adapter un système mais bien de le réinventer.

Voici les quelques éléments qui pourraient résumer cette nouvelle constitution :

- On ne votera plus pour des personnalités politiques mais pour des programmes formalisés par les partis politiques,
- En fonction du vote des citoyens, le programme définitif pourra être un mix entre les différents programmes : par exemple de droite pour le volet économique, de gauche pour le volet sociétal, ...
- L'objectif de l'élection présidentielle sera d'élire le représentant du pays sur la scène internationale et la personne qui va désigner le gouvernement en charge de réaliser le programme,
- Les personnalités politiques des partis se présenterons aux électeurs pour les votes locaux,
- Pour les sujets devant faire l'objet de lois, la convention citoyenne sera le mode de décision des lois qui seront appliquées. Leur objectif sera de proposer dans un cadre formalisé les meilleures décisions possibles et qui soient conformes au vote des Français. L'avantage de ces

conventions est qu'elles peuvent très bien juger de l'impossibilité d'appliquer un programme démagogique ou des risques qu'il faudra prendre en compte pour le déploiement.

- Avec l'utilisation de ces conventions citoyennes, le président et ses ministres ne seront que des organisateurs, (presque) jamais les décisionnaires,
- L'Assemblée Nationale et le Sénat seront supprimés,
- En lieu et place de ces assemblées, le peuple votera pour une assemblée de sages dont le rôle sera :
    - De garantir chaque année que le gouvernement et le président réalisent le mandat pour lequel ils ont été élus, et, le cas échéant, de les révoquer. Ce seront le suivi de la feuille de route et la qualité des mesures par rapport à la demande exprimée qui seront jugés.
    - D'assurer que les conventions citoyennes se déroulent conformément à la procédure qui assure leur succès,
    - D'entériner les décisions de ces conventions comme respectant la constitution et conformes au vote des Français,
    - De transformer les propositions des conventions citoyennes en articles de loi allant dans le sens du vote des Français. Si plusieurs projets demeurent au bout du compte, un référendum pourra être envisagée,
    - De voter les lois dites d'urgence,
- Dans des situations d'urgence, les ministres pourront faire passer des lois qui seront votées par le conseil des sages et pourront être révisées a posteriori par une convention citoyenne,
- Une convention citoyenne, d'après les estimations, coûte 100 k€. Une pétition de 100000 personnes (payant 1 euros chacune) pourra être à l'origine du lancement d'un travail législatif sur un sujet donné. Les mesures décidées ne pourront pas aller à l'encontre du cap fixé par les Français. Par contre, les mesures proposées pourront être reprises lors de l'élection suivante sur la base du rapport de la convention,
- La convention citoyenne pourra aussi être un outil de démocratie locale. Il suffit de 10000 personnes à 10 euros pour pousser à prendre de bonnes décisions sur un sujet plutôt que de le laisser enterrer par les politiques locaux.

L'homme politique ne serait là que pour proposer une vision et un programme que d'autres appliqueront. L'aspect communication devrait perdre de son importance. Le travail du politique ne sera plus d'inventer au jour le jour des mesures plus ou moins stupides pour plaire aux sondages ou d'aller faire le beau pour sa réélection. La seule personne pour qui voter aura un sens sera celle qui nous représentera sur la scène internationale : le chef des armées et de la

diplomatie. Là aussi, il aura tout de même un mandat: il ne pourra pas aller voir l'Europe en ayant un discours contraire au vote des Français.

Un autre grand changement devra être pris en compte par la nouvelle constitution, il s'agit de la refonte complète de la démocratie sociale telle qu'elle est appliquée depuis l'après guerre. Le nouveau mode de fonctionnement, autant dans la perception des impôts et taxes que dans la distribution d'allocations, implique que ces budgets ne soient plus gérés par les partenaires sociaux. Cela ne parait pas une grande perte, il faut plutôt viser à l'efficacité.

9. Quelques pistes pour un nouveau système judiciaire

Actuellement , la justice fonctionne mal et prend beaucoup trop de temps pour être rendue. De plus, le système est tellement compliqué, dans une optique de protection des justiciables, que, tout comme en économie, ce sont les plus malins ou les plus puissants qui en profitent de la manière la plus visible. Pour preuve, la France est connue comme un pays où la corruption n'est clairement pas la plus faible, mais aucun politique n'a jamais été condamné sérieusement, ou peut-être un tous les 20 ans en moyenne...

La justice est aussi rendue par des personnes qui ont une libre interprétation des lois, guidée notamment par les jurisprudences.

Pourquoi ne pas accepter le côté subjectif de la justice. En appliquant le même principe de simplification que l'on souhaite pour la fiscalité à la justice, on ne voterait plus des lois très détaillées qui se multiplient, mais on aurait un nombre restreint de lois (des méta-lois?) et on jugerait le respect de l'esprit de ces lois qui de toute façon ne peuvent pas couvrir tout l'éventail des possibles.

Les principaux avantages que je vois à ce nouveau système sont :

- Le fait qu'on pourra condamner des personnes jouant avec la loi pour des activités manifestement malhonnêtes, même si elles ne sont pas encore répertoriées en tant que tel, elles violeront des méta-lois,
- Le fait que à partir de faits, s'ils sont indiscutés, on pourra aller plus vite pour rendre la justice : cela ne veut pas dire que les procédures d'appel ou de cassation seront supprimés,

Le principal reproche que l'on peut faire à ce sytème tient à l'arbitraire des jugements (mais l'arbitraire existe déjà en grande partie) et au fait que la justice ne sera pas rendu de la même manière sur tout le territoire.

Pour les deux points, ils devraient être corrigés par deux choses :

- l'existence et l'application de jurisprudences devraient éviter ces dérives,
- le maintien des appels et cassation auront le même rôle.

Autre point important pour permettre de rendre la justice plus efficacement, il faudrait que les erreurs de procédure ne puisse jamais ralentir, stopper ou annuler une décision de justice. Seule possibilité, la personne responsable des erreurs de procédure pourraient être condamnés pour ces faits. De plus, si le fait est en plus répréhensible (torture ou autre), il sera jugé tout comme pour un citoyen classique (non dépositaire de la loi).

Dernier élément, on considère que la justice, pour être équitable, doit consister en la recherche de la vérité. Par conséquent, toute personne prise en flagrant délit de mensonge sera automatiquement condamné à la peine maximale. Il faut que le silence ou le doute exprimé remplace le mensonge. Un témoin ou un avocat surpris à mentir pourra aussi être poursuivi ou

faire l'objet de révocation pour l'avocat. La justice doit changer de nature. Le droit au mensonge ou à la manipulation de la vérité doit disparaître…

Annexe

(1) Justifications de la TVA et proposition de calcul

Il faut mener une politique de développement durable qui assure un avenir à l'homme sur cette planète et des perspectives de "progrès" autant sociaux que scientifiques, et ce, pour tous les citoyens.

Pour répondre en préliminaire aux critiques classiques sur la TVA, la combinaison d'une taxe proportionnelle et d'une prestation forfaitaire — le revenu de base — équivaudrait selon les deux économistes Häni et Schmidt à la mise en place d'un impôt progressif, donc redistributif. Alors que l'on reproche souvent à la TVA son caractère inégalitaire et régressif, l'argument est important et met à mal tous les préjugés idéologiques.

Pour en revenir aux objectifs, on constate que la plupart de la consommation de biens est nuisible à notre environnement. La fiscalité doit pousser à ce que la consommation devienne respectueuse de l'environnement et limite la consommation non-écologique. C'est un des rôles qui sera assigné à la TVA. Le second rôle majeur qui sera assigné à la TVA sera de favoriser les biens et les services produits dans de bonnes conditions sociales.

Il faut avoir à l'esprit qu'une augmentation de la TVA va provoquer une baisse, souhaitable, de la consommation. Le progrès et la recherche du bonheur ne passe pas forcément par une augmentation de la consommation contrairement à ce que les économistes et les entrepreneurs voudraient nous faire croire. Il faut anticiper cette baisse pour ce qui concerne les recettes, mais surtout, cette baisse doit concerner majoritairement des produits peu écologiques (réalisés loin de notre territoire, nuisibles à l'environnement, utilisant des ressources fossiles, ...) ou produits dans des conditions de concurrence déloyale en exploitant les individus selon nos critères sociaux.

Le calcul global du coût des mesures, grâce à la suppression des charges et malgré l'augmentation de la TVA, pourrait aussi aboutir à une baisse des prix si les entreprises jouent le jeu.

Voici une proposition simple de calcul de la nouvelle TVA.

Pour noter la valeur écologique d'un bien, on peut regarder le bilan carbone (transport, fabrication), la nature des matières premières, son utilisation (notamment en terme de recyclage), ...

Pour noter la valeur sociale d'un produit, on peut prendre en compte le salaire minimum horaire, une évaluation des conditions de travail, les niveaux de protection santé, vieillesse, chômage, la durée moyenne du temps de travail, la politique de répartition des richesses dans le pays source.

On peut imaginer une notation "simple" pour permettre de définir le taux de TVA à appliquer. A: acceptable, B: Moyen, C: Insuffisant.

social \ écologique	A	B	C
A	T1	T2	T3
B	T2	T3	T4
C	T3	T4	T5

T1=10%, T2=20%, T3=40%, T4=60%, T5=100%,
passage à la tranche inférieure pour un bien de 1ère nécessité
ou un service rendu par une personne

La TVA sera payée sans distinction de la nature de l'achat pour une importation. En interne au pays, la complexité est dans le choix des taux pour permettre le gain souhaité pour le budget et essayer de ne pas taxer les métiers s'appuyant uniquement sur des services fournis par une personne.

Plusieurs problèmes se posent pour décider librement des taux de TVA que notre pays peut appliquer et de son mode de fonctionnement :

- L'Europe impose un nombre limité de taux. Il n'y a ni valeur ni maximum imposé. Il faut un taux réduit >5% et un taux normal >15%. Mais tout semble négociable vu l'histoire de la TVA en Europe.
- On risque de voir augmenter les achats à l'étranger. Il faut vérifier, et peut-être durcir, le régime des ventes à distance.
- Le mode de calcul suppose un certain fonctionnement en cascade. Il faut vérifier que le mécanisme proposé colle bien aux définitions de la TVA.
- L'impôt Européen est a priori assis sur la TVA, il faudra donc négocier un calcul différent de cet impôt pour permettre l'application d'une TVA écologique et sociale dissuasive.

Dans un premier temps, avant l'acceptation complète de ce type de TVA par l'Europe, on peut partir sur 3 taux (0, 30 et 60%).

(2) Remarques sur le revenu universel

Le revenu d'existence n'est aucunement une mesure transitoire. Il doit au contraire être pérennisé. Il constitue un des socles du modèle de société proposé. Il ne s'agit pas de le voir comme un don fait aux individus. Bien au contraire, l'objectif est d'avoir une nouvelle répartition des richesses de la société.

Mais il faut prendre des précautions pour ne pas subir certains effets désastreux qui décrédibiliseraient cette solution.

- Il faut éviter que ce soit un nivellement par le bas qui mette la majorité de la population juste au dessus du seuil de pauvreté.
- Il y a un risque que certaine personnes choisissent une oisiveté qui peut créer des tensions dans une société qui n'est pas encore apaisée.

Pour répondre au premier problème, il faut que le revenu soit à un niveau suffisant et que la société continue de miser sur le dynamisme et la créativité de ses citoyens. Les mesures libérales et celles favorisant la fiscalité du travail devraient y contribuer.

Pour le second argument, ma réponse tient en plusieurs points :

1/ Tout d'abord, il faut apprendre à faire la distinction entre l'emploi et une activité. Le premier est un travail rémunéré, le second est un travail qui n'est pas jugée assez rentable pour être financée, mais dont l'utilité sociale est souvent plus importante. Prenons par exemple les présidents bénévoles d'association sportives qui organisent les loisirs de centaines de personnes sans aucune contre-partie financière. Le revenu universel n'est pas l'avènement de l'oisiveté, c'est au contraire rendre la liberté aux gens de choisir une activité utile à la société, mais pas forcément rentable au sens économique du terme.

2/ L'idée s'ancre de plus en plus que le travail ne sera pas suffisant pour tout le monde. Les études sur les conséquences de l'automatisation sont alarmistes de ce point de vue. Il va nous falloir des oisifs. Il faudra surtout éviter que les oisifs soient ceux qui sont les plus utiles à notre société (chercheurs/créateurs, médecins, scientifiques, entrepreneurs, …). Le choix du montant de l’avoir fiscal peut aussi permettre d’atteindre l’équilibre souhaité. Peu de monde se contentera du minimum pour vivre...

3/ Il y a des chances que l'oisiveté soit écologique et consomme principalement du lien social (par le jeu, le sport, …). Elle n’est donc pas néfaste si le reste de la société tourne correctement. Elle est en tout cas moins néfaste que l’inactivité subie qui pousse à la délinquance ou à la dépression. Il est par ailleurs prouvé en outre, qu’un individu agissant par peur (du chômage, de la précarité, …) est amené à des comportements d’évitement (abuser du système, grappiller des avantages, sombrer dans la délinquance…) et à des somatisations (voir le coût sanitaire du stress au travail). On peut espérer que le revenu universel aie aussi un effet positif sur ces maux de notre société.

4/ Reste à voir en quoi pourrait consister l'oisiveté. Personne ne peut vivre sans rien faire juste en étant devant la TV... A part si on se rapproche du pur cerveau (ou du pur légume…). Ces oisifs seront dans leur majorité des gens qui risquent de se consacrer à des activités associatives, plus sociales, même si elles seront sans valeur économique reconnue explicitement par le PIB tel qu'il est calculé actuellement. L'éducation doit prendre toute sa place pour promouvoir des cerveaux qui ne se contenteront pas d'avoir une vie de légume…

5/ L'activité demandée en échange du revenu sera là pour éviter les purs oisifs. Les activités créées dans ce cadre seront certainement cotées par rapport à leur intérêt et leur difficulté. Les sans emploi longues durées feront certainement les tâches les plus ingrates et/ou sur la durée la plus longue possible : jusqu'à 3j par exemple. C'est aussi un avantage de pousser à une activité, car cela permet de garder le lien social et l'intégration dans la société. On peut aussi imposer un mi-temps sur des postes qui n'arrivent pas à être pourvus et qui sont jugés importants, tant que le temps de transport est de moins de 30/45 min et que le travail répond parfaitement aux critères d'hygiène et sécurité... Le maintien d'au moins une journée d'activité pourra aussi concerner les retraités pour maintenir leur intégration sociale, pour favoriser les liens inter-générationnels, pour transmettre les connaissances de nos anciens.

6/ Il existe déjà de l'oisiveté actuellement du fait de la complexité du système. Certains (les plus malins) arrivent à utiliser les règles pour en profiter contre l'esprit de ces lois. La simplification et l'inconditionnalité des mesures devraient permettre de lutter contre les profiteurs.

7/ Les nouveaux oisifs seront choisis et voulus par la société, ce sera toute la différence. Et il faut compter sur le fait que l'Homme en veut toujours plus. S'il en a la possibilité, il choisira le travail rémunéré plutôt que de vivre avec le minimum.

8/ Il y a une dernière réponse qui est plus philosophique. L'Homme s'est approprié la planète, d'autant plus dans nos pays civilisés, et il n'y a plus de moyen de vivre en dehors de la société de manière correcte. Surtout que le monde est devenu essentiellement "privé". Chaque être humain devrait avoir droit en théorie à un certain pourcentage de la planète. Le revenu d'existence compense cette injustice en donnant la possibilité de vivre loin de tout. Par exemple acheter un petit terrain au milieu de la Corrèze pour y vivre tranquillement. Certains promeuvent la liberté, mais en fait, ils font surtout la promotion d'un modèle de société qui valorise certaines qualités et certains modes de vie. Leur modèle de société libérale est un carcan qui prive de réelle liberté tous ceux qui ne sont pas adaptés à ce modèle de société. Le revenu universel est un moyen de rééquilibrer les choses. C'est aussi une manière de reconnaitre le rôle social de chaque individu dans la société, de ne pas exclure. Et c'est aussi un très bon moyen de relancer une politique de réaménagement du territoire pour désengorger nos villes et repeupler nos campagnes grâce aux personnes qui veulent prendre leurs distances.

(3) Remarques sur l'impôt des ménages

On peut tout d'abord regarder quels sont les différents types de revenus et la manière dont on peut les taxer :

- Du travail : taxé de manière standard
- Du travail par les avantages en nature : taxé classiquement, quel que soient ces avantages en nature. Il y a une exception à discuter sur le logement principal qui peut permettre à la fois de donner un avantage aux plus riches de profiter de leur statut, et, pour les moins favorisés, de permettre de diminuer le budget le plus important d'un foyer
- Du jeu : taxé comme un revenu classique
- Du don : taxé comme un revenu classique
- Du patrimoine (produits financiers, loyers, …) : car ce n'est pas lié à un travail, on voudrait les taxer à 100% au-delà de l'inflation ou au-delà d'une certaine somme (une manière de compléter l'ISF?). Mais le sujet est évoqué un peu plus loin avec quelques remarques à prendre en compte qui poussent à considérer ces revenus comme des revenus standards...
- De l'héritage : taxe élevée (voire confiscatoire) car ce n'est pas un revenu lié à une activité et il favorise les dynasties patrimoniales qui perpétuent les inégalités.
- … ?!?

Il sera possible d'avoir un taux progressif au-delà de 50% sur les très hauts revenus, mais dans ce cas, il faudra établir un impôt qui soit glissant sur 10 ans pour prendre en compte les grandes variations de revenus. Par exemple, si un artiste sort un album à succès tous les 5 ans, on appliquera un taux qui sera lissé sur l'ensemble de la période. Idem pour un chef d'entreprise qui a un revenu exceptionnel lors de la vente de son bien pour lequel il se sera investi fortement avec un salaire très faible pendant des années.

Il existe aussi une autre solution qui réponde encore plus directement au besoin d'avoir une répartition juste des revenus du pays. Plutôt que d'avoir un taux fixe sur les revenus des foyers, l'impôt peut se calculer comme prévu en temps réel (mensuellement) pour répondre à une répartition des revenus idéales pour notre pays : une sorte de gaussienne améliorée votée par le parlement afin de ne pas avoir de pauvres et de garantir l'existence d'une classe moyenne forte.

Cas de l'héritage

L'héritage que pourrait faire une personne n'étant pas obtenu par le travail de la dite personne, le prélèvement doit être maximum. Nos principes voudraient que le taux soit confiscatoire, mais on peut se contenter d'un taux très élevé et y aller progressivement.

On peut imaginer une exception pour les biens familiaux (même pour une maison) avec une priorité sur le rachat du bien (au prix d'achat initial) et un étalement important des mensualités. Cela va de soi que le bien devient particulier vis à vis de la fiscalité et ne peut donner lieu à aucun

revenu ou aucune plus-value. L'héritage que l'on a de sa famille est déjà suffisamment important si on considère l'importance de l'éducation et du cadre de vie pour une personne lancée dans la vie adulte. L'héritage étant un facteur important de maintien des inégalités, le supprimer va bien dans le sens voulu.
La taxation du patrimoine (ex-ISF) pourrait devenir inutile si la taxation des héritages porte ses fruits sur une génération. Sauf si des super-riches continuent à se créer en peu de temps à cause d'un système qui s'emballent et devient souvent fou pour des raisons discutables (facebook, google, ...).

Cas du don

Un sujet délicat que je n'ai pas abordé est celui de la fiscalité du "don". Il peut permettre de contourner certaines règles fiscales, notamment sur les successions. Surtout si l'on décide que les taxes sur les successions doivent être confiscatoires.
On peut imaginer que si le décès n'est pas accidentel, les dons un an avant le décès pourraient être assimilés à un héritage et donc taxés au maximum. Sinon, ce seraient des revenus au sens classique .
Par conséquent, le don devrait simplement être géré comme un revenu classique, afin de tout simplifier, en prenant peut-être en compte un seuil qui rendrait certains dons faibles non imposables.

Cas de la spéculation

A priori, même si la lutte contre la spéculation est parmi les cibles, il est extrêmement difficile de faire la distinction entre un achat spéculatif (un appartement) et un achat dans lequel on investit réellement avant revente (rénovation/transformation).
De même, si les particuliers sont taxés trop fortement sur les revenus du patrimoine, ils vont tous créer des sociétés qui feront le travail pour eux et leur reversera un salaire (qui lui ne sera pas taxé comme un revenu spéculatif, mais uniquement comme un revenu classique…).
Mon choix au final est de ne pas faire de différence entre les revenus spéculatifs ou du patrimoine et les revenus classiques. Peut-être vaut-il mieux compter sur un mécanisme unique qui permette de gérer tous les types de revenus de la même manière. On comptera aussi sur la taxation confiscatoire de l'héritage pour garantir que le patrimoine ne s'accumule pas.
Dans ce cas, il faudra plutôt faire le choix d'interdire par la loi certaines spéculations les plus nuisibles.
Pour le cas spécifique des revenus du patrimoine, l'exemption des taxes sur les plus-values réalisées par la vente de la résidence principale devra être pérennisée pour permettre le rachat d'une nouvelle résidence principale.

Seules exceptions possibles, on peut mettre en place une taxe spécifique sur les plus values financières prise à la source et une vraie taxe Tobin pour limiter la multiplication des mouvements financiers purement spéculatifs.

Cas de l'impôt sur le patrimoine

On peut considérer que l'impôt sur le patrimoine sur le modèle de l'ISF peut être perçu de manière particulière sur certains éléments taxés :

- Pour les actions, récupérer la somme en actions,
- Pour l'immobilier, récupérer la somme en part du bien pour le moment de la revente,
- ...

(4) Une nouvelle allocation chômage

L'idée de cette nouvelle assurance chômage est que, par la gestion de l'impôt, l'état garantisse un maintien du niveau de vie pendant une certaine période lors du chômage puis un maintien de ce niveau de vie par un prêt sur une autre période. Ce système doit être simple et clair pour que tout le monde s'y retrouve et que personne ne puisse utiliser les failles pour profiter du système d'une manière non prévue. Le revenu universel se chargeant de l'essentiel, il suffit de prendre en charge certains frais fixes dimensionnant. Le premier est le logement.

En partant du principe que les emprunts peuvent aller jusqu'à 33% du revenu, on peut très bien imaginer que les sommes payées figurent sur la déclaration d'impôt. Si les revenus diminuent à cause du chômage (ou d'un aléa de la vie), l'Etat prend en charge ce qui va au-delà de 33% du revenu universel. Si on considère la période de prêt par l'état, on se retrouve avec 2 cas qui sont en fait identiques :

- l'emprunt est lié à un bien quelconque : le contribuable doit de l'argent à l'Etat pour l'achat du bien. A sa revente, l'Etat prend sa part sur la vente et son pourcentage s'il y a plus-value. Si la revente ne couvre pas ce que le contribuable doit à l'Etat, le contribuable continue à devoir de l'argent.
- l'emprunt est lié à la résidence principale : l'Etat devient propriétaire du pourcentage équivalent de la résidence. Il récupérera son argent à la revente ou, à la fin de la période de prêt, le contribuable continuera à payer ses mensualités à l'Etat pour racheter le reste du bien. Ce sera comme un loyer, mais ce loyer ne sera pas « perdu » pour le contribuable et l'argent ne sera pas perdu non plus pour l'état.

En cas de chômage, la seconde chose à prendre en compte, ce sont les frais fixes dimensionnants (liés au train de vie) et ayant un impact sur la qualité de vie. On prendra 2 exemples : le loyer et les frais de scolarité (école privée, études supérieures).

Pendant une durée à déterminer sur une carrière, l'état peut payer ces frais .
Par la suite, on peut imaginer que l'Etat les prennent en charge par un crédit d'impôt (un prêt) qui sera dû à l'Etat. On peut considérer par exemple que cette assurance chômage sur les biens est possible 3 ans sur une carrière. Cela permet de vivre au-dessus de ses moyens lors de ses mauvaises périodes. Par contre, la dette vis à vis de l'état augmente. Pour les autres périodes possibles de chômage, la personne n'aura pas le droit de vivre au dessus de ses moyens et devra être prête à vivre à l'aide du revenu minimum qui lui garanti de ne pas sombrer dans la pauvreté.
Pour le remboursement de l'argent dû à l'Etat, l'Etat est bien sûr prioritaire sur les autres créanciers. Il pourra ponctionner jusqu'à 50% du revenu restant une fois le loyer payé par exemple. Ce sujet doit être creusé…
On voit bien par contre que l'assurance chômage ne deviendra pas une assurance contre la bêtise des contribuables qui feraient n'importe quoi de leur argent. Pour ces cas là, une mise sous tutelle pourrait être envisagée…
Dans tous les cas, je perçois la mise en place de ce système comme la fin de l'assistanat en tant que tel. Il y aura un contrat entre l'état et le citoyen :

- Trois ans de prise en charge du niveau de vie lors des périodes que la personne estime difficiles (avec le travail d'intérêt public dû par la perception du revenu universel),
- Trois ans de prêt pour le maintien du niveau de vie.

Et dernière remarque sur le sujet, la mise en place du projet dans son ensemble (revenu universel, allocation chômage, ...) permet de supprimer purement et simplement le régime particulier des intermittents du spectacle puisqu'ils auront, comme tout le monde, un revenu assuré pour vivre qui pourra être augmenté par leur travail.

(5) Protection contre l'exil fiscal

Il faudra confirmer au niveau macro-économique que toutes ces mesures risquent de faire perdre à la France les investissement spéculatifs, mais on va y gagner les investissements pouvant créer des emplois car ils ne coûteront que le minimum. Même sur les postes de haut niveau.
Surtout qu'une des mesures calquée sur le modèle américain doit permettre de rendre inutile l'exil fiscal pour les individus. De même pour les entreprises, il faut voir à encourager les sièges à rester en France. Lorsque l'on taxe les bénéfices, on peut taxer différemment les bénéfices faits en France ou à l'étranger. Le pourcentage sur le CA (s'il n'est pas inexistant) peut être choisi à un niveau particulièrement bas. Pour ce sujet comme pour les autres, il faut faire des simulations…
Le dernier risque est celui de ceux qui décideront de ne plus être Français. Les Etats-Unis sont confrontés à ce problème, mais il semblerait que le risque soit limité. Surtout si le pays propose

une vision, des perspectives, une société pacifiée (pour la carotte) et une interdiction de circulation des récalcitrants sur le territoire (pour le bâton).

(6) Répartition du temps de travail

On peut lire de plus en plus que la robotisation va continuer à se développer et que beaucoup d'emplois sont menacés dans les 20 prochaines années. Même des emplois que l'on pouvait croire protégés.

Vue la situation actuelle, il est illusoire de croire que l'emploi au sens classique va permettre de répondre aux besoins de distribution de revenus. Dans l'essentiel des pays de référence (et comparables) ou le plein emploi ne semble pas si éloigné, on a du sacrifier les revenus au point de créer de plus en plus de travailleurs pauvres. De plus, la France n'est pas comparable à des pays ayant des ressources particulières comme le pétrole ou le gaz, ou à des dictatures, ou encore à des pays pratiquants le dumping social ou fiscal.

Le sujet de la répartition du temps de travail doit donc être posé. C'est une question de survie de notre société pour les années à venir. Surtout que si l'on considère uniquement le travail utile, on travaille clairement trop... Supprimons les tâches liées au marketing, à la publicité, à la surconsommation, à la fabrication de biens liées à l'obsolescence programmée, et nous pourrons travailler beaucoup moins sans que cela s'en ressente. Seul souci à priori, les métiers nécessitant des qualités rares que l'on ne pourra pas répartir...

Tous ces éléments impliquent de revoir complètement l'organisation du temps de travail, sur la journée / semaine / mois / année / carrière. La cible pourrait être un temps moyen de travail de 28 heures par semaine sur 45 semaines. L'organisation de ce temps de travail pourrait se faire sur plusieurs bases possibles selon la branche et selon que l'on veuille un temps sabbatique (de formation ou de congés) tous les 5 ou 10 ans, des semaines de vacances sur l'année, une semaine de 4j. Voici des possibilités à partir des 35h actuelles pour une réorganisation du temps de travail :

Situation	heures/jour	jours/semaine	semaines/an	ans/décade	Heures / an
actuelle	7	5	45	10	1575
avec sabbatique	8	5	44	9	1584
avec vacances	8,1	5	39	10	1579,5
avec long repos hebdomadaire	8,8	4	45	10	1584

Attention, limiter le temps de travail n'interdit pas de travailler plus (avec un salaire bonifié) si c'est un choix. Mais avec un système mis en place qui garantit une protection sociale satisfaisante (revenu minimum + assurance chômage) et permet la redistribution de tous les revenus du travail et des entreprises, on peut faire sauter toutes les barrières qui empêchent les licenciements. Cela limiterait d'autant plus l'exploitation des travailleurs en mettant la pression sur le temps de travail puisque l'embauche et le licenciement ne seraient plus soumis à des

contraintes. Le travail (ou activité) est important, mais pas forcément l'emploi au sens actuel… Il faut garder les objectifs à l'esprit.
Le sujet de la répartition des gains de productivité doit lui aussi être posé. Depuis le début, les gains de productivité ne sont jamais allés aux travailleurs mais ils sont allés aux entreprises (ou à ceux qui les possèdent). Cet équilibre doit changer pour que la société bénéficie vraiment de ces gains.
Certains proposent de taxer les robots. Est-ce-que des TVA fortes sur les biens (et donc les robots) mis en rapport avec une taxation nulle du travail ne permettrait pas déjà de ne pas tomber dans un excès de robotisation ? Les robots sont faits de matières premières existants en quantité limitée. Le sujet est complexe et ne dépend pas uniquement de la fiscalité.

(7) Fiscalité des entreprises

Je pense qu'il ne faut introduire aucun classement des entreprises. Tous les classements aboutissent le plus souvent à mettre des seuils qui empêchent les entreprises de progresser à cause de contraintes inutiles. La mise en place de l'open data doit permettre de ne maintenir qu'un seul impôt sur les bénéfices qui soit simple et juste.
Le principal risque est le détournement des bénéfices vers l'étranger ou vers les actionnaires, ou vers une minorité de salariés. L'open data doit permettre de lutter contre l'exil fiscal. Les hauts salaires restant dans les bénéfices, ils seront donc taxés et cela participera à la lutte contre cet autre abus.

Cas de l'héritage

L'aspect confiscatoire de l'héritage, notamment sur les transmissions d'entreprises, doit pouvoir prendre en compte la notion d'entreprise familiale. On peut mettre en place la même notion de rachat prioritaire des parts avec des contraintes similaires à ce qui sera mis en place sur les héritages. La gestion plus simple de la fiscalité individuelle pourrait aider a maintenir ces entreprises patrimoniales.

Cas de la pérennisation des entreprises

Une première piste est la mesure citée plus haut venant du Canada pour maintenir l'emploi. Cette piste peut au moins permettre de stabiliser les parcours dans une entreprise.
Mais ne peut on pas plutôt étendre la fiscalité glissante sur 10 ans des particuliers aux entreprises ? Cela pourrait être une manière de permettre à une entreprise de passer les mauvais périodes. Par contre, il faut éviter de sauver des canards boiteux...

(8) Coût du revenu universel

Certains choix peuvent être fait afin de :

- maîtriser le coût du revenu universel,
- donner moins en argent,
- permettre que le revenu universel serve en priorité pour les éléments de première nécessité,
- annuler les effets antisociaux de l'augmentation de la TVA pour les foyers à revenus modestes.

On considère que les éléments de première nécessité concernent

- le fait d'être logé, nourri, blanchi,
- l'accès au sport, à la culture et à l'éducation.

Il s'agit par exemple que ce revenu universel soit versé pour parties :

- en bons logement de valeur variable dépendant de la composition du foyer fiscal et de la région de résidence pour prendre en compte les différences de niveau de vie entre les territoires français,
- en bons énergie fonction des régions, du climat et des saisons.

Pour les autres points, il faut développer les médiathèques gratuites, l'accès à internet, puis maintenir l'accès à l'éducation que l'on a en France.

Dans le cadre d'un versement uniquement en monnaie du revenu, voici le mode calcul.

Il est difficile de distinguer dans un logement ce qui est du ressort du foyer fiscal et de la collocation. Pour chaque habitation, on dressera la liste des personnes adultes résidantes. Pour la 1ère personne, l'allocation sera de 1000 euros. Pour la suivante, l'allocation sera de 500 euros. Puis pour les personnes se rajoutant, elle sera de 750 euros. L'allocation pour un enfant mineur sera de 300 euros.

Ces chiffres permettent de placer les personnes au dessus des seuils de pauvreté et de limiter les dépenses en évitant que des couples se déclarent comme simples colocataires pour toucher plus. La charge de la répartition de ces allocations sera pour les personnes dans le cadre de leur collocation. Comme pour le reste, ces informations pourront être mises à jour en temps réel par internet sur le portail des impôts du gouvernement.

Ce mode de calcul permet aussi de gérer implicitement le jeune adulte de plus de 18 ans qui reste encore au foyer familial mais n'est plus un enfant. Il devient colocataire.

Seuils de pauvreté :

- Personne seule : 1000 euros
- Personne seule + 1 enfant : 1300 euros
- Couple : 1500 euros
- Couple avec 1 enfant : 1800 euros
- Couple avec 2 enfants : 2050 euros

Ménages :

- 9.5Mi de personnes seules : 114 Milliards
- 7.3Mi de couples : 132M
- 7.5Mi de couples avec enfants : 135M
- 2.4Mi de personnes seules + enfants : 29M
- 1.5Mi de ménages complexes : 27 M
- 12.5Mi de moins de 14 ans : 45 M
- ~4Mi de 15/18 : 24 M

Soit un coût de 506 Milliards d'euros pour le revenu universel.
La suisse proposait d'y consacrer 1/3 de son PIB. Dans notre formule, il s'agit de moins d'1/4.

En simplifiant, on pourrait dire que le revenu de base sera payé par l'impôt sur les revenus. Pour garder présent à l'esprit qu'il y a un risque de baisse d'activité et de baisse des revenus de manière générale, il faut ajouter que le calcul du revenu de base doit se faire aussi sur la base de l'impôt sur les revenus. Si les gens cessent l'activité de manière injustifiée, il faut que le revenu de base soit calculé pour être incitatif au retour au travail. Il y aura un équilibre à trouver entre inciter au travail et ne pas céder aux entreprises qui voudront proposer de mauvaises conditions de travail en poussant à l'emploi à tout prix. Autrement dit, un revenu de base ultra-libérale insuffisant pour vivre doit être combattu.

(9) Problématique de la transition

Certaines professions (notamment les libérales exclusivement de service délivrée par une personne) vont voir leurs revenus exploser. Il faut donc gérer cette transition au cas où les prix ne seraient pas ajustés au niveau souhaitable immédiatement. En profitant du suivi au plus prêt des revenus et de l'impôt, et en mettant en place un observatoire des prix, on doit pouvoir appliquer une correction si elle a été prévue dans la loi initiale. Par exemple en appliquant un impôt qui ponctionne de manière dissuasive les augmentations de revenus d'une année sur l'autre pour certaines professions et lors des 2 premières années de transition. Cela ressemble déjà à une usine à gaz, il faut trouver le moyen le plus juste pour palier à ce défaut.

Si on s'oriente vers un taux progressif de l'impôt, il faudra réintroduire la notion d'impôt glissant sur 10 ans pour prendre en compte les gros écarts de revenu entre des années fastes et des années plus dures.

La mise en place du revenu de base peut se faire de manière progressive en jouant au moins sur 2 leviers :

- La somme versée : partir d'une somme applicable immédiatement et l'augmenter peu à peu en même temps que se stabilisent les entrées fiscales,
- Les personnes ciblées : comme proposée lors des primaires de la gauche, viser en premier la population entre 18 et 25 ans peut avoir un effet positif immédiat sur :
  - la poursuite des études,
  - l'absence d'endettement lors de l'entrée dans le monde du travail,
  - la libération d'emplois pour les autres catégories de la population et au bénéfice du temps passé à étudier et à profiter de sa jeunesse,
  - le fait de commencer sa carrière en créant sa propre entreprise sans craindre l'échec.

(10) Lutter contre les abus de la loi de l'offre et de la demande

Pour commencer, 3 exemples et de possibles solutions :

1. Un agriculteur travaille pour produire des légumes, mais, à cause de l'offre massive, on lui prend en dessous du coût de la production.
   - Il peut vendre en dessous du prix et se verser un salaire qui serait injuste,
   - Il peut fermer son exploitation non rentable et se tourner les pouces (ou ne travailler que pour lui),
   - S'il est non rentable car il fait de la qualité, ou car les produits concurrents viennent de loin, on peut espérer que la TVA écologique lui permettra d'être compétitif grâce au coût additionnel de la distance, du non bio, des conditions sociales de production, ...
2. Les prix des soins augmentent de plus en plus car le système de sécurité sociale et de mutuelle est très efficace en France. Les grands groupes pharmaceutiques ou même les praticiens en profitent largement...
   - (...)
3. Dans ce projet, par la manière de mettre en place l'allocation chômage, par le grand programme d'aménagement du territoire qui est proposé, on va provoquer une grosse vague de demande de construction. Dans ce cas, on assiste le plus souvent à une augmentation du prix des terrains et du prix de la construction.
   - L'état peut préempter toute les ventes ou il estime que le prix a anormalement augmenté par rapport à avant la mise en place des nouvelles mesures et en fixant le prix (à prévoir dans la loi),
   - Si plus personne ne veut vendre, l'état devra procéder à des rachats forcés pour tous les terrains et appartements inutilisés ou laissés à l'abandon (à prévoir dans la loi),
   - On peut, de manière incitative, fixé les prix de rachat par l'état au prix à l'achat, plus l'inflation augmentée de 1%,

Malheureusement, quand la régulation ne se fait pas d'elle-même malgré des règles mettant l'accent où il faut, il ne reste que la régulation du marché réalisée par l'état. Mais encore faut-il être informé, puis agir assez vite et assez simplement.

Pour l'information, une remontée de problèmes par les réseaux sociaux doit être mise en place.

Pour la vitesse, la réforme des institutions doit aussi servir à cela.

(11) Éléments détaillés du budget

Liste des entrées pour l'état :

- TVA
- Impôt sur le revenu
- Impôt sur les bénéfices des entreprises
- Impôt sur le CA des entreprises
- Charges sociales patronales et salariales
- Revenus des achats immobiliers (par les notaires)
- TIPP
- ISF
- Impôt locaux
- Taxe foncière, d'habitation

Liste des sorties pour l'état :

- Sécurité sociale
- Retraites
- Allocation d'autonomie
- Bourses, allocation de rentrée, allocation familiale, ...
- Revenu minimum
- Chômage
- RSA
- Salaires des fonctionnaires
- Entretien des biens
- Budget pour le président et son administration (ministres, assemblée, ...)
- Niches fiscales
- Fraudes fiscales
- Budget des collectivités locales
- Remboursement de la dette
- Intérêts de la dette : 50 Milliards

Pour budgéter le revenu minimum, il faudrait idéalement 500 milliards :

- 135M du budget social
- 5M du minimum vieillesse
- 36Mi*2400*12=1000M de revenus. 76M d'impôt par rapport à 500M => 400M d'impôt en plus au minimum
- 125M d'impôt en plus sur les retraites si on isole (250M de retraites versées)

- URSAFF reçoit 260M. la TVA devra rapporter cela en plus (passer de 130M à 400M)

(12) Quels sont au final les apports de l'ensemble du projet ?

Voici une liste non-exhaustive de ce qu'apporte ce projet.

- De nouvelles constitutions permettront de moderniser la démocratie Française et de relancer l'Europe sur des bases plus solides et moins idéologiques
- Suppression de la pauvreté
- Simplification à l'extrême du système fiscal Français pour les particuliers et les entreprises
- La clarté des aides permettra de mieux gérer les périodes de précarité
- Prendre un emploi permettra toujours d'augmenter ses revenus
- Les étudiants, même les moins fortunés, pourront se consacrer pleinement à leurs études
- Le travail retrouve toute son importance mais le chômage ne sera plus facteur d'exclusion
- La France retrouvera sa compétitivité pour ce qui concerne les créations d'emploi
- Les célibataires seront beaucoup moins désavantagés que dans le système actuel
- Le projet propose une solution globale aux problèmes de logement
- Le projet propose une solution globale à l'aménagement du territoire
- En améliorant l'égalité face à l'éducation, l'accès à l'emploi et la lutte face à la précarité, on peut raisonnablement espérer une baisse des délinquances
- L'écologie sera enfin pris en compte intrinsèquement par le modèle de société proposé
- La lutte contre le dumping social est aussi intrinsèque au modèle proposé
- Les aides sociales ne seront plus données sans contre-parties
- Le projet redonne un système de valeurs où le travail, le lien social, le sport et la culture sont revalorisés par rapport à la finance et à la consommation
- Entreprendre ne sera plus soumis aux mêmes risques. On ne risquera pas de tout perdre. Ce projet devrait libérer la créativité en simplifiant et en supprimant le facteur peur
- Les vrais créateurs, entrepreneurs et producteurs seront les gagnants du système par rapport aux rentiers
- On aura enfin une fiscalité écologique qui encourage un mode de vie respectant la nature et le travail des gens
- On aura enfin une politique permettant un réel aménagement du territoire qui sera choisi
- Le chantage à la perte d'emploi menant à la pauvreté n'existant plus, les emplois pénibles et/ou réellement utiles seront revalorisés. On peut aussi espérer que les emplois inutiles ou nuisibles disparaîtront petit à petit.